

ÉDITO

Les fondements de l'espoir

Mohamed Choucair



Il y a quelques mois, nous parlions de l'espoir suscité par la libération des militaires otages du Front al-Nosra. En protégeant ses citoyens, l'État fait son devoir et permet d'espérer un avenir meilleur, malgré le profond abîme dans lequel se débat le Libanais. Aujourd'hui, les médias énumèrent les scandales dont les gens de pouvoir, à tous les niveaux, se sont rendus coupables.

Partout dans le monde il y a des politiciens corrompus et des administrations indélicates qui commettent des actes répréhensibles à l'égard de l'intérêt public et du citoyen. La gouvernance est dans la conscience et la condamnation de l'acte répréhensible. Les scandales ont toujours existé. Notre attitude vis-à-vis de ces scandales, en les considérant comme tels, est pour la première fois saine.

Quand soufflent les vents du changement rien ne les arrête. Il se fera avec nous ou sans nous. Peu importe le nom, le nombre, et même les objectifs des porte-étendards du changement, car le système est en voie d'implosion. Un blocage génère un autre blocage, jamais une solution. La bataille que les leaders se livrent pour un acquis communautaire ou partisan est suicidaire. La seule garantie des citoyens, et donc des communautés et des partis, est un État fort et juste. Un État juste est toujours fort grâce à l'union de ses citoyens.

1 – Le projet d'aide aux familles nécessiteuses adopté par Saad Hariri et présenté par le député Robert Fadel est une action qui va dans le bon sens. Il s'agit d'allouer une aide pécuniaire équivalente au tiers du salaire minimum aux familles les plus pauvres ayant des enfants mineurs, répertoriées et suivies par le ministère des Affaires sociales, sous deux conditions: la scolarisation des enfants, et pour les parents, le suivi d'une formation professionnelle gratuite.

Il est heureux qu'on n'ait pas parlé de contingences budgétaires, tout en indiquant que le coût de l'opération serait de 70 millions de dollars, car il s'agit d'une priorité absolue. Ce minimum vital est un droit qu'on vient de reconnaître à tout citoyen du fait de son existence et de son appartenance. Il faut espérer que cette prise de conscience publique soit l'accélérateur d'un ensemble de projets qui forgent la réalité de l'État.



2 – L'éradication de la pauvreté ne peut se faire que par le travail. Seule la réussite d'une politique d'emploi peut réduire la pauvreté et permettre d'affronter le grand défi issu de l'hébergement des réfugiés syriens. Les jeunes libanais s'expatrient au lendemain de leurs diplômes, et les professionnels aguerris dès qu'ils entrevoient un risque de licenciement. Le pays se vide de ses forces vives, et par conséquent se trouve dans un glissement catastrophique de «productivité». Il faut donner aux travailleurs la possibilité d'attendre quelques mois que se concrétise la demande de travail.

3 – Le projet de retraite et de protection sociale traîne de commissions en comités depuis 20 ans sans résultats majeurs. Il s'agit de donner aux retraités les moyens d'une vie digne et surtout la possibilité de se soigner au moment où ils en ont le plus besoin. Le revenu par habitant permet depuis plusieurs années déjà de réaliser ce projet. La résurgence d'une gouvernance que nous ressentons aujourd'hui devrait permettre de l'appliquer sans délai.

4 – En attendant, un projet «d'assurance maladie» au bénéfice des travailleurs retraités est au parlement après avoir reçu l'appui de toutes les parties concernées. Le vote de ce projet permettrait de résoudre partiellement le problème des retraités, en attendant d'assurer un système cohérent et définitif pour ceux qui ont atteint l'âge de la retraite.

INDEX

Le Conseil d'entrepreneurs libano-brésilien



P.03



P.06
23e édition d'Horeca, un nouveau défi



P.16
P.07
Economic costs of climate change in Lebanon

EN FRANÇAIS

- P02. Actu du mois
P03. Le Conseil d'entrepreneurs libano-brésilien
P04. L'Institut de Recherche Industrielle
P05. Maroun Chammas, précurseur des incubateurs au Liban
P06. 23e édition d'Horeca, un nouveau défi
P07. Port de Beyrouth: une exception dans le paysage économique libanais

P08. Partenariats technologiques franco-libanais

P12. National Awareness Raising Seminar

P16. Economic costs of climate change in Lebanon

IN ENGLISH

P10. The Lebanese Training Center

P13. Lebanese Brazilian Business Council

P17. Saida: an under-exploited economic potential

P11. Ambassador of Brazil Jorge Geraldo Kadri, at CCIA Tripoli N-Lebanon

P14. Build it Green Lebanon

P18. Exports monitored by the Chamber of Beirut & Mt-Lebanon

P11. Ambassador of Switzerland Francois Barras, at CCIA Tripoli N-Lebanon

P15. CCIAZ to promote food safety culture

P19. Trading with UAE

P15. Unlocking the Potential of Jordan

P19. Lebanon in Figures

P20. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities



ACTU DU MOIS

François Hollande: Paris apportera «une aide immédiate pour renforcer les capacités militaires du Liban»



Le président français François Hollande, en visite à Beyrouth, a promis samedi 14 avril une aide de 100 millions d'euros au Liban qui accueille plus d'un million de réfugiés syriens ainsi qu'une assistance militaire immédiate à son armée. «L'aide de la France sera portée à 100 millions d'euros dans les trois prochaines années», a-t-il dit lors d'une conférence de presse commune à Beyrouth avec le Premier ministre libanais Tammam Salam, ajoutant que son pays allait aussi apporter «une aide immédiate pour renforcer les capacités militaires du Liban». Ce déplacement s'inscrit dans le cadre de sa visite de quatre jours entamée au Moyen-Orient, en démarrant par le Liban, avant de se poursuivre en Égypte et en Jordanie. Rappelons qu'il est arrivé dans un pays qui vit une crise institutionnelle et n'a pas de président depuis mai 2014. Durant cette «visite de travail», il a eu des entretiens avec l'ensemble des responsables libanais «dans un esprit d'équilibre et de respect», selon son entourage. Il a notamment rencontré le président du Parlement Nabih Berri et a aussi consacré de son temps à la crise des réfugiés syriens en se rendant dans un camp d'accueil dans la Békaa.

Le Premier ministre de Malte, hôte de Mohamed Choucair



La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont Liban a reçu Joseph Muscat, le Premier ministre de la République de Malte, à la tête d'une délégation composée de nombreux entrepreneurs dans l'industrie électrique et électronique, dans le plastique, le fer, les services financiers, juridiques, le transport terrestre, maritime, aérien et les services de sécurité. Dans son discours de bienvenue, Mohamed Choucair a souligné l'importance de Malte à la fois membre de l'Union européenne et partie intégrante du Moyen-Orient. Pour sa part, le Premier ministre maltais a exprimé la volonté de développer au possible les relations entre les deux pays. Une présentation exhaustive des deux économies a suivi à l'initiative des agences d'investissement. À cette occasion, la Chambre a organisé des réunions très appréciées entre les hommes d'affaires libanais et maltais.

La Chambre de commerce d'Izmir souhaite un rapprochement avec la CCIB



Lors d'une réunion qui a rassemblé Abdelwadoud Nsouli, secrétaire général du Conseil d'affaires libano-turc avec le président de la Chambre de commerce d'Izmir, ce dernier lui a transmis un message dédié au président de la CCIB. Dans l'objectif de renforcer la coopération et les relations économiques entre les Chambres d'Izmir et de Beyrouth, le président de la Chambre de commerce d'Izmir souhaiterait recevoir Mohamed Choucair, lui proposant comme date idéale septembre prochain durant la Foire internationale d'Izmir.

L'Egypte et l'Arabie saoudite annoncent un fonds d'investissement de 16 milliards de dollars

L'Egypte et l'Arabie saoudite ont signé le 9 avril différents accords dont un portant sur un fonds d'investissement de 16 milliards de dollars, à l'occasion d'une visite au Caire du roi Salmane d'Arabie saoudite au président égyptien Abdel Fattah al-Sissi qui l'a reçu au palais d'Abedin, dans le centre de la capitale égyptienne.



Les deux pays ont convenu de mettre en place un fonds d'investissement saoudien-égyptien avec un capital de 60 milliards de rials saoudiens (16 milliards de dollars). Plus d'une dizaine d'autres accords, y compris un protocole d'accord pour mettre en place une zone industrielle en Égypte, ont également été annoncés. Ryad et Le Caire se sont aussi mis d'accord pour construire un pont sur la mer Rouge reliant les deux pays.

Méditerranée: le FMI alarmiste pour 2016



Le FMI broie du noir. Il vient de corriger à la baisse les prévisions de croissance de la plupart des pays membres de son organisation. De +3,6%, la croissance moyenne des PIB des 188 pays membres du FMI passe à +3,2%. Beaucoup de pays performants vont ralentir. Parmi ces prévisions, la France resterait à +1,1% de croissance, Le Liban à +1%, le Portugal à +1,4% (+1,5% en 2015), Chypre à +1,6%. Mais le FMI émet un bémol en disant que ces chiffres doivent être pris avec prudence car la Méditerranée connaît une agitation qui rend aléatoires les pronostics.

Dubaï veut construire une tour de plus de 830 mètres de haut



Emaar, le géant de l'immobilier de l'émirat, a annoncé la construction d'une tour, qui sera plus haute encore que le Burj Khalifa, le plus haut gratte-ciel du monde qui culmine à 828 mètres dans la cité-État. La tour, d'un coût estimé à environ 1 milliard de dollars (877 millions d'euros), sera «un peu plus haute» que le Burj Khalifa, a dit à la presse le président d'Emaar, Mohamed Alabbar. Il a ajouté que la hauteur exacte sera annoncée à la fin des travaux, en soulignant que sa compagnie souhaite présenter la nouvelle tour sous forme de «cadeau à Dubaï avant 2020», année fixée pour l'Exposition universelle.

Le Parlement européen adopte la directive sur le secret des affaires



La directive européenne sur la protection du secret des affaires a été adoptée à une large majorité, jeudi 14 avril, par le Parlement européen, au grand dam de certains élus, de journalistes, de lanceurs d'alerte, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de syndicalistes, échaudés par le scandale des «Panama papers». De fait, le texte n'aurait sans doute pas connu la publicité actuelle sans la récente publication de millions de documents confidentiels détaillant des informations sur des sociétés offshore et sur leurs actionnaires. Il avait déjà reçu le feu vert du Conseil européen – les vingt-huit pays membres de l'Union européenne. Il devra désormais être traduit dans les législations nationales d'ici à deux ans.

Un Brexit pèserait sur l'économie mondiale



Le spectre d'une sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne pèse sur une économie mondiale, ont estimé le 15 avril, les ministres des Finances des pays du G20 à l'issue d'une réunion à Washington. «Le choc d'une sortie potentielle du Royaume-Uni de l'Union européenne complique (...) la situation de l'économie mondiale», ont-ils indiqué à deux mois et demi du référendum qui décidera de l'avenir européen de la Grande-Bretagne. Les grandes puissances industrialisées et émergentes pointent également les risques posés par les «conflits géopolitiques», le «terrorisme» et la crise des migrants au moment où la reprise patine sous l'effet notamment de la transition économique chinoise. «La croissance reste modeste et inégale, et les risques de détérioration et les incertitudes persistent dans un contexte de volatilité financière», écrivent les ministres des Finances.

ECONEWS
The Chambers Newsletter

Quand les cris n'ont plus d'échos...

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	25cm L x 33cm H	\$ 1,000
Demi-page	12cm L x 33cm H	\$ 600
Quart de page	12cm L x 16cm H	\$ 400
Manchette bas de page	25cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 22,000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

Le Conseil d'entrepreneurs libano-brésilien, une structure en marche

Marilyne Jallad

À l'approche du forum économique libano-brésilien qui se tiendra à Beyrouth en septembre prochain et qui portera haut les couleurs économiques du Liban et du Brésil, Rabih Frem, le président du Conseil d'entrepreneurs libano-brésilien revient pour Econews sur sa création et sa mission.

Comment est né ce Conseil d'affaires?

C'est à l'initiative de Mohamed Choucair, président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et de l'Ancien ambassadeur du Brésil au Liban, Alfonso Massot, que le conseil d'affaires a pu voir le jour. La signature d'un Protocole d'entente, entre la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et la Chambre de commerce libano-brésilienne de Sao Paulo au Brésil, le 2 juillet 2014, dans l'objectif de soutenir et stimuler les relations économiques entre leurs secteurs privés, a abouti à la création du Conseil d'entrepreneurs que j'ai l'honneur de présider. Avec Nassib Gemayel, le vice-président du Conseil (côté libanais). L'idée de le créer faisait partie de nos ambitions depuis 2006 et je salue Mohamed Choucair de l'avoir matérialisée.



Lancement du Conseil le 18 décembre 2014.

Inauguré à la Chambre de commerce de Beyrouth, quel a été votre message à cette occasion?

Lors de son inauguration à la Chambre de commerce de Beyrouth le 18 décembre 2014, était rassemblé un parterre de personnalités économiques et diplomatiques dont Elias Hankach, le représentant du ministre de l'Économie et du Commerce, Alain Hakim.

Durant mon discours, j'ai repris les mots qu'avait prononcés Alfonso Massot, lors de son allocution d'adieu à l'occasion de la 192e Journée nationale de la République du Brésil. «Comme vous le savez, si cette célébration est une fête très brésilienne, elle est aussi une fête libanaise parce que les relations si spéciales, presque uniques, entre le Liban et le Brésil, sont des relations de famille! Et ce qui a renforcé ces relations et poussé l'immigration libanaise au Brésil est le deuxième empereur brésilien

Pierre II, lors de sa visite au Liban en 1876», avait-il déclaré. J'ai aussi salué «les relations particulières et uniques qui servent fortement les intérêts tout comme l'échange des cultures et des services, des investissements et du commerce entre nos deux pays» et insisté sur le fait qu'il y a plus de dix millions d'habitants d'origine libanaise sur une population de 200 millions

de Brésiliens». Le renforcement des échanges commerciaux est donc indispensable, surtout à l'heure actuelle où la région vit une situation critique aux niveaux politique et économique.

Mon message reste le même que lors du lancement: les entrepreneurs libanais et brésiliens et leurs diasporas doivent rassembler leurs ressources énormes et leurs efforts pour contribuer à l'essor de l'économie des deux pays.

Le Brésil fait partie du marché du Mercosur qui comprend plus de 250 millions de personnes, soit 44% de la population d'Amérique latine et 59% de sa surface avec 82% du PIB, et qui en fait l'une des grandes puissances économiques mondiales en termes de volume des échanges commerciaux.

Qu'en est-il de la mission de ce Conseil?

Contribuer au renforcement et à la revitalisation des relations commerciales et économiques entre les deux pays grâce à l'adhésion du Liban à l'organisation Mercosur en Amérique latine et en impliquant la diaspora libanaise au Brésil. Une diaspora reconnue pour sa forte influence dans la vie économique, politique et sociale du pays. Parmi les avantages d'une telle adhésion pour le Liban: donner l'occasion aux entrepreneurs libanais de s'introduire dans les marchés des pays membres de l'organisation, en particulier dans le marché commercial et d'investissement du Brésil ainsi que dans d'autres marchés mondiaux. Cela donnera aussi aux Libanais un ensemble de facilités, des exemptions douanières à l'exportation, ce qui augmentera les relations économiques et commerciales avec ces pays stables et aux grands marchés.

En deux ans, qu'est-ce qui a été accompli?

Cela prend du temps de mettre en place un Conseil sachant que les deux visites qui étaient prévues au Brésil en 2015 ont dû être reportées pour des raisons indépendantes de notre volonté. Cependant, les réunions entre les deux bords se poursuivent, la visite d'une délégation brésilienne menée par la Chambre de commerce libano-brésilienne



Lors de la visite de la diaspora en mai 2015, de g. à dr: Guillerme Mattar, Najib Mikhael Khoury, Nassib Gemayel, Edmond Jreissati, Mohamad Lamaa, Nasser Nasr, Jorge Kadri, Rabih Frem, Jassem Ajaka, Abbass Ramadan et Ghassan Assaf.

de Sao Paulo a eu lieu en mai 2015 et une conférence s'était tenue à cette occasion à la CCIB réunissant Jassem Ajaka, le représentant du ministre de l'Économie et du commerce, Alain Hakim, Jorge Geraldo Kadri, actuel ambassadeur du Brésil au Liban, Kabalan Frangieh, consul du Liban à São Paulo et Guilherme Matar, directeur général de la Chambre de commerce libano-brésilienne. Je salue chaleureusement son président Alfredo Cotait ainsi que son directeur général, avec lesquels nous œuvrons au rapprochement des hommes d'affaires des deux pays. Comme convenu avec Mohamed Choucair, avec la Chambre de commerce libano-brésilienne et l'ambassade du Brésil au Liban, nous devrions nous rendre au Brésil du 15 au 24 novembre prochains avec une large délégation libanaise qui rassemblera douze membres Libanais du Conseil et d'éminents hommes d'affaires libanais.

Quels thèmes seront abordés lors du Forum libano-brésilien de septembre prochain?

Ce forum devrait rassembler un parterre d'hommes d'affaires libanais et brésiliens, les organismes économiques, les Chambres et des personnalités diplomatiques. Douze Libanais et douze Brésiliens membres du Conseil d'entrepreneurs seront aussi présents. Deux économistes brésiliens dresseront un état des lieux de l'économie brésilienne et mettront en avant les avantages compétitifs d'y investir. Quant aux thèmes qui seront discutés, nous pouvons citer:

- Le commerce bilatéral entre les deux pays qui mettra en lumière les avantages économiques et commerciaux existant entre eux. Comment faire pour que les deux parties en tirent profit et comment les intensifier notamment à travers

des accords commerciaux bilatéraux, préférences douanières, Mercosur, etc.

- Les opportunités d'affaires à saisir et à fructifier ainsi que l'investissement.

- Comment les hommes d'affaires libanais pourraient profiter de l'espace économique du Mercosur, regroupant les pays d'Amérique latine (Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela et Argentine) pour promouvoir la vente de leurs produits? Notant que les produits libanais ont des avantages économiques et des attributs qui les rendent admissibles pour entrer dans les pays du Mercosur et en particulier sur le marché Brésilien.

- Le rôle de la diaspora libanaise au Brésil pour promouvoir la coopération bilatérale économique et les investissements ; et surtout le rôle de la diaspora libanaise principalement au Levant, en Arabie saoudite, dans les pays du Golfe et en Afrique.

Pourquoi investir actuellement au Brésil?

Nous vivons dans une région instable qui se débat dans une impasse politique, sécuritaire et économique. L'Afrique est en difficulté, l'Europe quant à elle traverse une crise économique et son marché reste très compétitif. Profitons alors de la diaspora libanaise du Brésil! Je tiens à saluer les ministres de l'Économie, Alain Hakim et des Affaires Étrangères, Gebran Bassil qui ont bien compris l'importance de tabler sur de tels conseils d'affaires qui sont des véhicules économiques pour renforcer les échanges. Les Brésiliens gagneraient aussi de l'entrepreneur libanais (connectivité et confiance) notamment pour écouter leurs marchandises et pénétrer les marchés du Levant, du CCG et d'Afrique.



Guillerme Mattar, Nasser Nasr, l'ambassadeur Jorge Kadri, Rabih Frem, Jassem Ajaka représentant le ministre de l'Economie et du Commerce, Alain Hakim et Abbass Ramadan.



Retour sur les accomplissements de l'Institut de recherche industrielle

Avec quasiment aucune aide de la part de l'État, l'Institut de recherche industrielle (IRI) continue de défendre et de promouvoir un Liban industriel innovant et performant. Par souci de décentraliser ses services aux industriels, l'IRI vient d'ouvrir une antenne dans l'immeuble de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban à Sanayeh.

Fondé en 1953, l'Institut de Recherche Industrielle (IRI) est un établissement libanais, pour les études, les recherches industrielles, les tests et les analyses scientifiques. Cette institution à but non lucratif, déclarée d'intérêt public par D/L No 10059 du 17/8/1955, est rattachée au ministère de l'Industrie selon la Loi No 642/1997, mais a une autonomie administrative et financière non négligeable. Avant de revenir sur son parcours et sur sa mission, il est bon de s'arrêter sur ses accomplissements.

Les fiertés de l'IRI

Depuis 2004, l'Institut a été accrédité internationalement selon la norme ISO 17025, et ce pour 379 méthodes d'analyses dans différentes laboratoires.

INTERNATIONAL PARTNERS



CERTIFICATE OF ACCREDITATION

ANSI-ASQ National Accreditation Board
500 Montgomery Street, Suite 625, Alexandria, VA 22314, 877-344-3044

This is to certify that

Industrial Research Institute
Lebanese University Campus, IRI Building, Hadath (Baabda)
Beirut, Lebanon

has been assessed by ANAB
and meets the requirements of international standard

ISO/IEC 17025:2005

while demonstrating technical competence in the field(s) of

CALIBRATION & TESTING

Refer to the accompanying Scope(s) of Accreditation for information regarding the types of calibrations and/or tests to which this accreditation applies.

ACT-1898
Certificate Number
[Signature]
ANAB Approval
Valid to: 11/03/2016
Version No. 001 Issued: 10/16/2015



L'IRI est le seul organisme non européen qui est membre d'Eurolab, l'association des laboratoires européens. Il est aussi membre dans différentes organisations internationales.

Mission et services

- Effectuer des études et des recherches se rapportant à la création

de nouvelles industries. Ainsi que des tests et des analyses sur les matières premières disponibles afin de définir leur utilité et d'établir les meilleurs moyens pour leur exploitation.

- Assurer, à un niveau scientifique international, des services fiables en matière de vérification et d'analyse, et accorder les certifications (système, produits, personnes) en conformité avec les normes et spécifications en vigueur.
- Fournir des services de consultation spécialisés dans les domaines technologique, économique et de management.
- Établir des plans de développement industriel.
- Maintenir une étroite coopération avec les administrations publiques, les associations d'industriels et les organismes spécialisés en matière de développement industriel à l'échelle nationale et internationale.

Par ailleurs, l'IRI adhère à des normes morales et professionnelles où chaque information, processus, brevet d'invention et technique développés sont traités avec une discréetion absolue, en sauvegardant les intérêts exclusifs de ses clients.

En vue d'atteindre les objectifs énumérés, il s'appuie sur une équipe qualifiée formée d'experts, de spécialistes et d'ingénieurs dans différents domaines et des locaux à Hadat fournis en équipements scientifiques dernier cri et qui comptent plus de quatorze laboratoires dans divers domaines.

Centres spécialisés et partenariats

Une Bourse de sous-traitance et de partenariat (BSTP) fournit des informations et des services consultatifs dédiés aux petites et moyennes industries au Liban et promeut la sous-traitance et le partenariat entre les sous-traitants libanais et les petites et moyennes industries internationales.

L'IRI s'est aussi doté d'une unité de contrôle et d'inspection. Et d'une unité de certification qui offre une certification des activités qui couvre le système, le produit et les personnes.

Parmi les centres mis en place en coopération avec l'Union européenne, nous citerons: le Centre libanais de production propre (LCPC) aussi en coopération avec l'ONUDI, le ministère de l'Environnement qui a pour objectif d'atteindre un développement industriel et environnemental durable. Un Centre euro-libanais de modernisation industrielle (ELCIM) et un Centre d'innovation et technologie (CIT) ont aussi été créés.

Par ailleurs, l'Institut fournit un soutien technique à LIBNOR (Organisme libanais de normalisation) et ses experts participent aux comités techniques chargés de l'élaboration des normes libanaises.

Financement et donations

En raison des maigres subventions publiques notamment en raison du problème de liquidité du ministère des Finances, l'IRI s'autofinance au niveau opérationnel depuis 2002. Ayant relevé cet obstacle, l'Institut essaye continuellement d'assurer le financement de ses investissements que ce soit au niveau du maintien ou de la croissance avec l'acquisition de nouveaux équipements grâce à des signatures de protocoles ou accords de coopération avec des organismes internationaux:

- Protocole belge: acquisition des équipements pour le laboratoire du pétrole et des produits pétroliers y compris un laboratoire mobile.
- Accord de coopération avec l'Institut de soudure de France (IS): établissement d'un centre libanais de soudage à l'IRI (CLS).



Projet pilote innovant sur l'énergie solaire.

- Donations de l'UE: équipements pour les laboratoires de métrologie de chimie et chimie physique, de génie civil et mécanique des sols.
- Donation USAID: équipements pour le laboratoire microbiologie.
- Donation UNIDO: équipements pour le laboratoire de contrôle des emballages.
- Donation UNDP: équipements pour le laboratoire de recyclage des gaz appauvrisant la couche d'ozone.
- Donation Greek TZSB IZES GmbH Solar Energy: équipements pour le laboratoire de l'énergie solaire.

Innovation

L'IRI par l'intermédiaire de son Centre d'innovation et technologie (CIT) et dans le cadre d'un accord de coopération entre l'Institut et l'UE a fourni environ vingt innovation Vouchers d'un montant total de deux cent mille euros à des jeunes chercheurs, qui ont présenté des projets innovants et qui ont été sélectionnés parmi une centaine de candidatures. Toutefois, la protection des inventions et innovations au niveau national n'est pas suffisante, et au niveau international cela nécessite une procédure à suivre très compliquée et onéreuse pour les jeunes chercheurs même pour les entreprises. C'est pour cela que l'IRI souhaiterait que la protection soit faite de façon régionale sachant que le rôle de l'État reste minime au niveau international.

Ouverture d'une première antenne de l'IRI à Sanayeh

Mohamed Chouair a rassemblé des personnalités diverses pour inaugurer le bureau de l'Institut en présence de son directeur général, Bassam Frenn.

C'est dans le cadre d'une stratégie d'élargissement de ses activités et surtout pour assurer une présence sur tout le territoire libanais, que l'IRI vient d'ouvrir son premier bureau hors du Campus de l'Université libanaise à Hadat.



Cette ouverture dans le bâtiment de Sanayeh a été sollicitée par sa forte symbolique car il regroupe des opérateurs économiques importants du secteur privé libanais dont: la Fédération des chambres, la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont Liban, l'Association des industriels libanais et celle des Franchises et d'autres. La proximité avec ces structures et avec le port de Beyrouth, plus grande porte douanière du pays, font partie des raisons qui ont porté ce choix.

D'autre part, il s'agit de faciliter les démarches des industries qui souhaitent exporter et importer. Ce bureau se chargera de l'enregistrement de leurs dossiers douaniers, les traitera et délivrera les certificats nécessaires.

Dans certains cas, le ministère de l'industrie et les Chambres demandent à vérifier la part de la valeur ajoutée d'un produit ou d'une production avant de délivrer un certificat d'origine et cela exige que l'IRI s'en charge. D'où la possibilité d'enregistrer ces demandes, de les traiter et de délivrer les études nécessaires à partir de cette antenne.

L'IRI affirme que prochainement, il sera aussi possible d'enregistrer la majorité des demandes d'analyses selon la nature du produit ou de l'échantillon afin de les traiter dans les laboratoires à Hadat et ensuite de délivrer les certificats nécessaires à partir de cette antenne.

Maroun Chammas, précurseur des incubateurs d'entreprises innovantes au Liban

Marilyne Jallad

Cela fait plus de 10 ans qu'il dirige avec passion Berytech, le premier pôle technologique privé qui vise à encourager la créativité et l'innovation des jeunes entrepreneurs et des start-up. Maroun Chammas nous raconte l'histoire de cette structure devenue un pôle technologique de référence.

Parlez-nous de la naissance de Berytech.

Berytech est une initiative de l'Université Saint-Joseph qui dès 2002 s'est mise à réfléchir aux moyens qui permettraient aux universitaires fraîchement diplômés et désireux de monter leur propre entreprise d'y parvenir. Une réflexion sollicitée par leur désir d'offrir à ces jeunes une autre alternative que l'émigration et leur assurer un emploi à la hauteur de leurs aspirations et compétences. Pour faire cette étude, l'USJ a été épaulée par plusieurs personnes dont Jacques Masbounji, l'ancien directeur du parc scientifique et technologique de Sofia Antipolis car il avait été démontré que partout dans le monde, des structures appelées accélérateurs et incubateurs étaient créées pour permettre à un entrepreneur ou à une société d'être prise en charge augmentant ainsi ses chances de réussite à hauteur de 80%. Les facteurs expliquant ce bond dans les pourcentages sont les soutiens apportés que ce soit au niveau technique, réseautage, séminaires et prise en charge d'une grande partie des problèmes administratifs: Internet, télécommunications, nettoyage des bureaux, électricité, maintenance etc. Ainsi, l'entrepreneur peut s'investir à 100% pour atteindre ses objectifs.

Qui vous a sollicité pour vous en occuper?

Au début des années 2000, je travaillais avec le groupe familial et en parallèle, avec mon frère nous avions racheté en 1995 une partie de la société Data Management dans les Télécoms devenue IDM, premier prestataire de service internet au Liban. En 2003, le Recteur de l'USJ, Père Chamussy, m'a proposé de m'occuper de Berytech. Très touché par la confiance qu'il m'accordait, j'ai d'abord décliné sa proposition débordé par mes diverses activités. Mais cet homme visionnaire que je salue chaleureusement a insisté pour que j'y réfléchisse. J'ai alors débuté considérant que c'est ma responsabilité en tant que CSR d'aider les entreprises naissantes de Berytech et son écosystème commençait à grandir.

Justement, qu'entendez-vous par écosystème?

Je dirais qu'un écosystème regroupe les différentes pièces structurelles et économiques qui aident à monter un cadre permettant de créer une industrie. Elles peuvent être des sociétés, des ONG et des structures financières.

Comment l'écosystème de Berytech a-t-il pris forme?

Il nous aura fallu près de dix ans (2005 à 2016) pour le développer. Pour y parvenir, nous avons fait appel à des parrainages privés, puis il y a eu Bader (Bader Young Entrepreneurs) et nous avons commencé à nous rassembler. Puis la Communauté européenne nous a soutenus en 2006 et 2009. Elle a d'ailleurs utilisé le «modèle Berytech» pour soutenir et subventionner les structures du nord du Liban BIAT (Association d'incubation d'entreprises à Tripoli) et du sud, South BIC.

En 2008, nous avons créé le premier Fonds Berytech. J'y ai moi-même investi à titre personnel et n'ai pas hésité à user de mes contacts pour inciter les banques à le soutenir. Mais le véritable soutien financier est venu des sociétés américaines Intel et Cisco qui y ont injecté chacune cinq cent mille dollars suite à la demande personnelle du président Bush d'aider l'économie libanaise qui sortait affaiblie par la guerre israélienne de 2006. Ce Fonds nous a permis d'investir dans des sociétés dont celle de Hind Hobeika avec Instabeat, Elie Khoury avec Dermandar (application iPhone) etc.

En 2014, Nicolas Sehanoui alors ministre des Télécommunications a sollicité le gouverneur de la BDL pour soutenir le secteur. Suite à des réunions avec Riad Salamé durant lesquelles nous lui avons dressé l'état des lieux de nos besoins, il a émis la circulaire 331 de la BDL qui a été une pierre angulaire d'un écosystème qui s'élargissait avec la création de BDL Accelerate, de Beirut Digital District (BDD), de Megaphone et d'autres accélérateurs. L'écosystème libanais qui est en continu essor compte désormais plusieurs Fonds d'investissement dont Berytech II, MEVP, LEAP, etc.



Maroun Chammas.

Quels sont les clés du succès de Berytech?

Les nombreuses sociétés que nous soutenons et qui font grandir l'économie du pays en augmentant le nombre d'emplois générés. Nos trois sites (campus) sont à 100% de taux d'occupation avec non seulement des entrepreneurs mais des sociétés appelées Anchor tenants, des locataires issus du secteur technologique qui font partie de l'écosystème et qui apportent leur aide aux jeunes entrepreneurs de façon à promouvoir les bons échanges. Ils laissent ensuite la place à de nouveaux locataires qui, à leur tour, offriront leur expertise ce qui fait que le développement est continu.

La crise est-elle un frein? Et qu'attendez-vous de l'État?

80% des personnes qui travaillent dans le secteur de l'information, de la communication et de la technologie n'écoulent pas les nouvelles politiques du pays! Elles préfèrent travailler et vivre indépendamment de ce qui se passe à l'extérieur afin de ne pas être influencées par les mauvaises nouvelles. Nous ne demandons qu'une chose à l'État: d'assurer une infrastructure Internet et une vitesse qui nous permette de travailler au rythme mondial. Plus la structure Internet sera rapide et peu onéreuse, plus le PIB du pays s'améliorera! Nos entreprises ont besoin de 100 mégabytes et n'en reçoivent que 3 ou 4! L'État devrait reconnaître le rôle des entrepreneurs, ce que la BDL a su faire. D'autres ministères doivent prendre le pas car l'entrepreneur ne demande pas d'argent, juste de la reconnaissance.

Optimiste pour le futur du secteur?

Optimiste, réaliste et serein tant que les bonnes idées ne manquent pas. Cependant, elles doivent grandir et toucher un plus grand nombre de marchés. Nous avons besoin de réelles success stories. Maintenant que nous avons développé la structure et le financement pour soutenir les start-up, il faut que l'entrepreneur libanais conquière le marché mondial. Car nos concurrents sont les tops 5 mondiaux avec à leur tête les États-Unis. Or cette étape est la plus difficile étant aussi minutieuse qu'une opération chirurgicale. Pour qu'elle soit un succès, il s'agit de savoir quels outils utiliser tout en l'exécutant au millimètre près. Je suis bien entendu optimiste mais je préviens: Il ne faut pas être pris dans un tourbillon, et rester prudent car nous n'allons pas brûler les 400 millions de dollars de la circulaire 331 comme ça! Nous devons savoir comment investir et comment accompagner les entrepreneurs.

Que représente le Pôle technologique Berytech?

Il est composé de plusieurs entités: Berytech Scal, qui se trouve au campus de l'USJ (à l'ESIB). Sa structure légale est une société à commandite (SCAL) dont le commanditaire est l'USJ. Et dix-sept actionnaires dont des banques qui ont permis le mariage de Berytech.

Quant à la société Berytech Parc, elle gère les trois sites (dont deux sont à l'USJ et un troisième au BDD). La Fondation Berytech, quant à elle, permet de recevoir des donations comme la dernière en date reçue par l'USAID.

Autres entités: le premier Fonds Berytech I et une société de management composée de deux holdings (Berytech Fonds et Berytech Fonds II). Deux autres sociétés ont été créées à la demande des américains et sont indépendantes: IM Capital ainsi qu'une structure d'assistance technique.

À la tête de chacune nous avons: Rami Aboujaoudé, directeur général adjoint de Berytech, Sami Baydoun (Fonds Berytech I), Paul Checrlallah (Fonds Berytech II) et Nicolas Rouhana qui s'occupe d'ISID et d'IM Capital.

Que dire des accomplissements?

Nous avons aidé plus de 3 000 entrepreneurs, investis plus de 60 millions de dollars dans les entreprises et créées plus de 1 500 emplois en dix ans. Tout cela a été fait uniquement, c'est à dire sans fonds publics ou donations annuelles. Berytech s'autosuffit et son budget est équilibré. Cela permet à la famille Berytech de grandir constamment avec une équipe qui compte désormais 20 personnes.

23e édition d'HORECA, un défi à tous les obstacles qu'affronte le Liban

Plus de 12 000 visiteurs ont afflué cette année au Salon Horeca, le rendez-vous annuel incontournable consacré à l'hôtellerie et à la restauration. Au Biel, dans le centre-ville de Beyrouth plutôt morne ces dernières années, la crise économique était suspendue le temps de quatre jours dédiés aux saveurs culinaires dernier cri redonnant ainsi à Beyrouth sa place de capitale du goût et de la dégustation.

Du 5 au 8 avril derniers comme chaque année depuis 23 ans, quelles que soient les intempéries politico-sécuritaires du pays, les initiateurs du Salon du goût «Horeca» ont tenu leurs promesses d'excellence et d'innovation.

Organisée par Hospitality Services, cette 23e édition a été inaugurée, le 8 avril dernier, sous le patronage du ministre du Tourisme, Michel Pharaon. Avec pour slogan «Pour que Beyrouth demeure la capitale du goût et de la dégustation», ce lancement s'est tenu en présence de nombreuses personnalités, de diplomates, de présidents de syndicats et d'associations professionnelles.

Avec le chef Guillaume Gomez, chef des Cuisines du palais de l'Elysée et chef des Cuisiniers de la République,

l'apport économique, social et culturel du tourisme au Liban.

Joumana Dammous Salamé, directrice générale d'Hospitality Services, a affirmé pour sa part: «Horeca est, depuis vingt-trois ans, la première et la plus importante réunion annuelle de la famille hôtelière (hôtels, restaurants et établissements similaires). Elle a souligné le soutien d'Horeca aux talents et aux innovations modernes, ainsi qu'à la cuisine libanaise et aux chefs libanais. Ce salon, a-t-elle poursuivi, est basé sur le partage des expériences et des réussites présentées devant des milliers de visiteurs venus du monde entier, mais surtout les performances des chefs libanais afin de renforcer l'expérience hôtelière libanaise, arabe et méditerranéenne».



Joumana Dammous-Salamé coupe le ruban en présence du ministre du Tourisme, Michel Pharaon.

comme invité d'honneur. Dans ce cadre, le Meref (Mouvement des entreprises et représentations économiques françaises au Liban) et Business France ont invité des entrepreneurs français à expérimenter le marché libanais. Et ils étaient nombreux à y répondre.

Notons qu'Horeca a choisi de soutenir l'association des Restos du cœur, en lui reversant une partie des bénéfices de la vente de billets. Dans le cadre de cette initiative, les exposants ont également offert des denrées alimentaires.

Les chefs libanais mis en avant

«Le Salon Horeca est une vitrine vivante, symbole de l'importance primordiale du tourisme dans les performances économiques du Liban», a déclaré le ministre du Tourisme, Michel Pharaon, en ouverture. Il a ensuite fait l'éloge de la cuisine libanaise à la renommée internationale qui n'est plus à démontrer, un avantage compétitif supplémentaire du Liban. Cependant, il a émis un bémol en rappelant que les conditions sinequanon d'une stabilité politique et l'organisation d'élections étaient des must pour préserver

385 exposants et 25 experts internationaux

Regroupant, sur plus de 1 500m², l'ensemble de l'industrie agroalimentaire à travers la restauration, l'hôtellerie et les services, Horeca a été l'occasion pour les Libanais du secteur tertiaire d'exposer à nouveau leur incomparable «Lebanese Touch» qui résiste à tout ainsi que leur développement dans la région. Ainsi, ils ont pu oublier la forte baisse de leurs chiffres d'affaires en raison de la crise économique sévère qui perdure depuis 2011 et tisser des liens avec des spécialistes étrangers du secteur.

Cette année, le salon comptait 385 exposants en provenance d'Australie, de Bulgarie, du Canada, de France, de la République tchèque, de Jordanie, d'Italie, du Koweït, du Liban, du Nigeria, d'Espagne, de Turquie, des Émirats arabes unis et des États-Unis.

Le programme était appétissant avec plus de vingt-cinq experts internationaux et 500 participants aux vingt-sept concours, sans oublier les ateliers de travail «en



Juges et lauréats.

live» quotidiens, l'exposition des arts culinaires et de nombreuses autres activités organisées en parallèle. Des démonstrations de grands chefs étoilés et d'importants chefs libanais ainsi que les concours, tels que celui du meilleur barmen, serveur, femme de chambre ou encore du meilleur jeune chef, ont ravi les visiteurs. Le gagnant du concours de cuisine s'est vu offrir la bourse Le Cordon Bleu Horeca pour une semaine de formation dans le nouveau campus de l'institut Le Cordon Bleu à Paris.

Un panel d'expériences culinaires dont une urbaine, intitulée Beyrouth Beats, a honoré la culture libanaise et les innombrables saveurs de la nation, qui se sont propagées à travers le monde. Ce spectacle a célébré l'esprit éclectique du Liban et montré à quel point son coeur bat à travers le monde à travers cinq goûts symboliques du pays.

Plus de 15 événements différents ont aussi eu lieu ainsi que 87 ateliers quotidiens et les compétitions étaient supervisées par certains des plus célèbres et qualifiés experts locaux,

régionaux et internationaux.

Des compétitions quotidiennes entre les restaurants, les hôtels et les académies hôtelières ont également eu lieu en marge de l'exposition.

La compétition d'huile d'olive qui se tient depuis 11 ans est la plus célèbre. Elle est parainnée par le ministère de l'Agriculture en présence de producteurs libanais, des représentants de coopératives et du secteur privé.

Trois halls d'exposition ont accueilli l'exposition incluant: équipements de restauration, emballage et étiquetage, hygiène, technologie, pâtisserie et boulangerie, alimentation, boissons, café et thé, conseils, recrutement et franchise, l'éducation et les pavillons internationaux.

La croissance de la fréquentation, année après année des expositions, prouve qu'Horeca est non seulement un événement unique en son genre, réunissant les dirigeants de l'industrie, mais aussi un excellent véhicule de promotion et d'échanges.

Le Cordon Bleu, membres du jury international et l'invité d'honneur, Guillaume Gomez, chef du Palais de l'Élysée

Eric Briffard (MOF 1994), chef Exécutif et directeur des Arts Culinaires du Cordon Bleu Paris et Chef Fabrice Dannel, directeur adjoint des Arts Culinaires et responsable du département pâtisserie du Cordon Bleu Paris ont été invités comme membres du jury international des différentes compétitions.

Le Salon culinaire HORECA dont l'invité d'honneur était le chef Guillaume Gomez, chef des Cuisines du Palais de l'Élysée et chef des Cuisiniers de la République. Notons que le gagnant du concours de cuisine s'est vu offrir la Bourse Le Cordon Bleu HORECA pour une semaine de formation dans le nouveau campus de l'Institut Le Cordon Bleu à Paris.



Chef Éric Briffard



Chef Fabrice Dannel



Chef Guillaume Gomez

Depuis plus de 11 ans, Le Cordon Bleu est partenaire de l'Université de Saint-Esprit de Kaslik (USEK) dans laquelle sont dispensées des formations Le Cordon Bleu en Hôtellerie et Management de la Restauration.



Port de Beyrouth: une exception dans le paysage économique libanais

Bachir El Khoury

Contrastant avec la morosité ambiante et des indicateurs souvent dans le rouge, l'activité portuaire n'a cessé de progresser depuis le début du conflit syrien, dopée, en partie par ce dernier, ainsi que par des facteurs internes, liés notamment aux travaux d'élargissement du quai no. 16.

Le Port de Beyrouth fait, sans doute, exception dans le paysage économique libanais. Alors que le pays continue de subir de plein fouet les répercussions du conflit voisin et des divisions internes, l'activité portuaire a encore affiché une croissance en 2015, pourtant l'une des pires sur le plan économique depuis la fin de la guerre civile, avec une croissance atone de 1%, selon le FMI. Le nombre de conteneurs traités a, en effet, encore progressé (+5%), tandis que les recettes ont atteint un record historique, à 239 millions de dollars, en hausse de 13% sur un an et de 37% depuis 2012. Le nombre de voitures acheminées à travers le port ont, en outre, augmenté de 22% l'an dernier – et de 30% depuis 2012 – tandis que les marchandises ont augmenté en volume d'environ 1 million de tonnes au cours de cette période, pour atteindre 8,2 millions de tonnes en 2015.

Élargissement du port, transbordement et hausse de la consommation interne

Qu'est-ce qui explique cette évolution à contre-courant ? Les facteurs sont multiples et d'abord endogènes. Sur le plan infrastructurel, le port de Beyrouth s'est, en effet, nettement élargi, avec, depuis début 2013, un terre-plein de 200 000 m² gagné sur la mer, soit le double de la taille initiale du terminal à conteneurs. Avec ce nouvel espace, la longueur du quai n° 16 a été multipliée par deux, atteignant 1 100 mètres. En parallèle, alors que le tirant d'eau de l'ancien terminal était de 15,5 mètres, il atteint 16,5 mètres au nouveau quai, ce qui en fait l'un des plus profonds en mer Méditerranée orientale et offre la possibilité à de plus grands porte-conteneurs d'accoster.

Ces travaux d'extension, initiés en 2009, étaient d'autant plus nécessaires que près de 70% des marchandises importées au Liban et 28% des exportations transitaient par le port. L'ancien terminal, conçu à la base pour accueillir 750 000 équivalents vingt pieds (EVP), était, de ce fait, souvent congestionné à partir de 2008, au vu de la forte croissance de l'activité.

Les travaux, qui ont porté la capacité d'accueil à 1,2 million d'EVP, ont coûté, par ailleurs 128 millions de dollars. Ils ont été intégralement financés par le port lui-même, dont les revenus, parallèlement à la croissance de son activité, ont bondi de 59 % en 10 ans, passant de 71 millions de dollars en 2002 à plus de 174 millions de dollars en 2012.

Une deuxième phase d'agrandissement devait suivre avec le remblaiement du bassin n° 4, qui permettrait de relier le quai n° 12 au quai n° 16 et de porter la longueur de ce dernier à 1 600 mètres. Sa fermeture a toutefois suscité une vive opposition qui est allée jusqu'à mobiliser des personnalités politiques et religieuses de haut rang, et est toujours suspendue.

**LES RECETTES DU PORT
ONT ATTEINT UN RECORD
HISTORIQUE, À 239 MILLIONS
DE DOLLARS, EN HAUSSE DE
37% DEPUIS 2012**

Autre facteur explicatif de cette croissance atypique contrastant avec la morosité ambiante : l'activité de transbordement, mise en place à partir de 2005, et qui consiste à accueillir au port de Beyrouth des conteneurs destinés à être réacheminés dans d'autres ports de la région. Celle-ci n'a cessé de se développer au cours des dix dernières années, y compris après le début du conflit syrien, même si une chute de 25% a été enregistrée l'an dernier. À lui seul, le transbordement représente désormais entre 35 et 40% de l'activité conteneurisée du port. En 2014, il a affiché une forte croissance (+24%) avant de connaître une contraction importante l'année suivante, due essentiellement au fait que les pays vers lesquels le port de Beyrouth réexpédie les marchandises – la Syrie, l'Egypte, la Grèce et la Turquie – sont en mauvaise posture économique.

Enfin, la forte augmentation des importations et des exportations



de marchandises via le port de Beyrouth, que ce soit par porte-conteneurs ou par navire conventionnel a également pesé dans la balance. Le nombre de conteneurs destinés au marché local a, en effet augmenté de plus de 25% sur les quatre dernières années, passant de 635 000 en 2012 à 798 000 l'an dernier. Plusieurs facteurs pourraient expliquer cette hausse : l'augmentation de la consommation nationale due à l'arrivée massive de réfugiés syriens sur le sol libanais, ou encore l'exportation en Syrie de marchandises importées depuis Beyrouth en raison de la perturbation des ports syriens. Ces derniers ont connu, en effet, une forte décélération de leur activité dès les premiers mois du conflit.

L'impact « positif » du conflit syrien

En effet, la guerre en Syrie et ses multiples conséquences expliquent, en grande partie, l'activité croissante du port de Beyrouth. Des entrepreneurs syriens réfugiés au Liban, réimportent leurs marchandises à Beyrouth. C'est un changement de taille : avant la guerre, les commerçants syriens n'avaient pas le droit d'importer via les ports libanais. L'État syrien les obligeait à faire passer leurs marchandises par les ports de Lattaquié ou de Tartous, sauf à quelques exceptions, notamment pour les matériaux très lourds.

En parallèle, les grandes organisations qui viennent en aide aux Syriens (PAM, Croix-Rouge, UNHCR, etc.) passent également par le port de Beyrouth pour acheminer de l'aide.

Enfin, l'instabilité en Syrie se reflète aussi dans les exportations du port de Beyrouth : le nombre de conteneurs exportés depuis le port par

des navires libanais a ainsi grimpé de près de 29 % l'an passé.

La Syrie n'étant plus praticable, les exportateurs qui habituellement passaient par les voies terrestres passent par la mer. Le conflit interne et la prise de plusieurs régions par des groupes islamistes, notamment l'organisation Etat islamique, se sont greffés à la fermeture des frontières entre la Syrie et la Jordanie et entre la Syrie et la Turquie. Les camions libanais qui transportaient des fruits et légumes ne pouvaient plus atteindre l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis (EAU). Depuis le mois de mars 2013, le trafic de produits frais a ainsi été dévié vers le port de Beyrouth d'où les marchandises sont pour la plupart transportées par conteneurs frigorifiques.

Des liaisons maritimes régulières ont, de ce fait, émergé. C'est le cas de la ligne reliant Tripoli à Duba en Arabie saoudite, via Port-Saïd en Égypte, dont l'ouverture a été annoncée en mai 2013. Une autre liaison relie Beyrouth ou Tripoli vers le port de Mersin en Turquie, avant que les marchandises ne soient transportées par voie terrestre jusqu'au Kurdistan irakien.

Bienvenue à ECONEWS

Abonnez-vous
et recevez votre copie gracieusement

Envoyer un Email à: Econews@ccib.org.lb

Indiquer s.v.p.

- ECONEWS version imprimée
- ECONEWS version électronique

Prénom, Nom

Institution

Adresse postale

Téléphone

Adresse électronique

À Paris, on encourage les opportunités de partenariats technologiques franco-libanais

De nombreux professionnels français et libanais de l'économie numérique ont sondé les opportunités de partenariat d'investissement entre les entreprises françaises et libanaises du secteur, lors d'un séminaire organisé par la Chambre de commerce franco-libanaise (CCFL).

Il est plaisant de constater que le Liban n'est pas à la traîne quant à la tendance mondiale d'une économie numérique en constant essor. Suite aux deux conférences organisées à Beyrouth par la Banque du Liban lors des BDL Accelerate pour promouvoir l'écosystème numérique libanais, c'était au tour de la Chambre de commerce franco-libanaise de poursuivre ce travail en choisissant comme thème de séminaire: «Des opportunités d'investissement dans le numérique et les TIC».



Les présidents Gaby Tamer et Jean-Paul Vermès.

Organisé par la Chambre de commerce franco-libanaise, cet événement qui s'est tenu le 17 mars dernier dans les locaux de l'UNESCO à Paris a rassemblé Gaby Tamer, président de la Chambre de commerce franco-libanaise, l'ambassadeur Khalil Karam, chef de la délégation permanente libanaise auprès de l'UNESCO, Ghady El Khoury, le chargé d'affaires de l'ambassade du Liban en France, Stéphane Attali, directeur de l'École supérieure des affaires (ESA) ainsi que les deux sponsors du séminaire, Nabil Itani, président de l'Autorité de développement des investissements (Idal) et Henri Castorès, représentant de Business France. Étaient aussi présents, le secrétaire-général de la CCFL, Nicolas Abou-Chahine et un parterre de personnalités franco-libanaises.

«Jean-Paul Vermès, le président de la CCI de Paris Île-de-France est un fervent soutien du Liban et des Libanais»

«Sans le soutien indéfectible de l'ancien président de la CCFL, Jacques Saadé et du président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair, ce séminaire

n'aurait pas pu voir le jour», indique Gaby Tamer. Quant aux prestigieux locaux de l'UNESCO, place de Fontenoy, il remercie chaleureusement le diplomate Khalil Karam, chef de la délégation permanente libanaise auprès de l'UNESCO qui a permis cela. «La veille de l'événement, j'ai donné un dîner à l'hôtel St-Régis qui a réuni: Jean-Paul Vermès, président de la Chambre de commerce de Paris Île-de-France ainsi que son épouse Isabelle, l'ambassadeur Khalil Karam et sa femme, Roger Semaha, consul honoraire de Chypre au Liban ainsi que Nabil Itani (IDAL), Henri Castorès (Business France), Maroun Chammas (Berytech), Hady Farah et un parterre de membres de la CCFL.»

Qualifiant sa relation avec le président de la CCI de Paris Île-de-France «de très bonne», Gaby Tamer ajoute: «Jean-Paul Vermès fait partie de ces hommes qui aiment le Liban et les Libanais profondément».

40 réunions personnalisées entre entreprises françaises et libanaises

Près de 150 hommes d'affaires spécialisés, des experts et des chefs d'entreprise français et libanais, ont participé permettant ainsi d'explorer au mieux les moyens d'établir des partenariats et des opportunités d'investissement dans le secteur du numérique. Au programme de cette journée: des tables rondes et des réunions bilatérales personnalisées (B2B) entre spécialistes du secteur.

Des sujets aussi divers que le software de réseaux mobiles, les systèmes d'information, les plateformes numériques, les objets connectés et les opportunités de collaboration dans



Gaby Tamer en ouverture.

le secteur de la finance technologique étaient au menu des discussions.

Dans son allocution d'ouverture, Gaby Tamer affirme: «l'objectif de



Conférence tenue à l'Unesco de Paris.

ce séminaire est de présenter les entreprises libanaises du secteur du numérique et du TIC au marché français en vue de créer une collaboration entre les deux parties». Il ajoute: «cet événement s'inscrit dans les objectifs de la CCFL qui est celui de rester à l'écoute des besoins du marché des affaires franco-libanais». Le président de la CCFL a aussi rappelé que deux congrès sur les start-up ont déjà été organisés à Beyrouth à l'initiative du gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé et que d'autres rencontres similaires sont prévues dans les prochains mois.

Pour sa part, Nicolas Abou-Chahine, le secrétaire-général de la CCFL, a indiqué que ce forum permettra d'établir des «liens d'externalisation à des entreprises libanaises correspondant aux besoins des entreprises françaises en matière de prestations de T.I.C., entreprises tricolores ayant des besoins propres en matière de systèmes d'information».

À leur tour, Nabil Itani (IDAL) et Henri Castorès (Business France) ont exposé les compétences, les potentialités, les atouts et la compétitivité des entreprises et du marché libanais.

Côté français, les besoins et les opportunités en matière d'externalisation du marché français ont aussi été exposés par Laurent

Baudart, délégué général de «Syntec Numérique» et par l'avocat Frédéric Gérard, associé de «Velvet Avocats» qui s'est penché sur les aspects fiscaux de cette externalisation.



Le directeur de l'ESA, Stéphane Attali.

Stéphane Attali a notamment présenté le dernier-né de l'ESA, Smart Esa, incubateur et accélérateur de start-up. Dans l'après-midi, des rencontres franco-libanaises sur rendez-vous ont réuni 40 professionnels de divers domaines commerciaux motivés par une seule et même ambition: celle de suivre l'extraordinaire avancée des techniques du numérique.



Des rencontres B2B entre entreprises françaises et libanaises.



Le Liban, un trait d'union porteur pour les PME et les ETI* françaises

Par Henri Castorès (Business France)

Trait d'union entre deux cultures, le Liban s'affiche comme vitrine de l'Occident en Orient. De nombreux secteurs méritent l'attention des entreprises. Le Liban est également une plate-forme de choix pour les entreprises qui souhaitent rayonner dans la région PMO ou en Afrique grâce aux réseaux d'affaires qui opèrent depuis Beyrouth. Le Liban souffre, à tort, d'une image d'instabilité compte tenu du contexte géopolitique régional tendu et de son histoire récente.

REPÈRES GÉOGRAPHIQUES

- Un territoire étroit entre mer et montagne de la taille du département de la Gironde (10 452 km²).
- À la croisée de l'Afrique, l'Asie et l'Europe, le Liban est un pont entre l'Orient et l'Occident.
- Environ 4,5 millions d'habitants. La population est urbaine (86%) et éduquée (alphabétisation de 90%).
- Entre 12 et 16 millions de personnes d'origine libanaise vivent à l'étranger.
- 4 heures de vol de Paris.
- Mosaique culturelle, communautaire et confessionnelle.
- Langue officielle: arabe. Le trilinguisme est très fréquent.

REPÈRES MACRO-ECONOMIQUES

- L'économie libanaise est dominée par le tertiaire.
- La situation géopolitique affecte directement l'économie libanaise.
- La croissance du PIB libanais a observé un ralentissement depuis le début de la crise syrienne.
- 80% des produits consommés sont importés.

UN CLIMAT DES AFFAIRES PROPICES SUR LE MARCHÉ LIBANAIS...

La symbolique du peuple marchand...

- Au confluent du monde oriental et européen et en raison de son histoire, le Liban véhicule un mythe particulier, celui de peuple marchand, au carrefour des routes commerciales.
- Les Libanais savent flairer les bonnes affaires. Ils sont à la fois perspicaces, pragmatiques et opportunistes; ils anticipent très rapidement les développements possibles de courants d'affaires (en volume et en marge nette!).
- La langue française reste fortement implantée.
- Les Libanais aiment et connaissent enfin parfaitement la France, notre culture et notre savoir-faire, ce qui facilite d'autant la négociation et le développement des affaires, sans... parfois quitter la France!

LE LIBAN, SOURCE D'OPPORTUNITÉS ... !

Le Liban offre un autre visage, celui de plateforme régionale pour saisir des opportunités, rayonner ailleurs, souvent des marchés exotiques, complexes ou constituant de nouveaux leviers de croissance! C'est le signe distinctif du Liban. Il provient des Libanais eux-mêmes, grâce à leur dynamisme, à leur capacité d'adaptation, à leur sensibilité interculturelle ou tout simplement à leur réseau! Le Liban devient alors une source d'opportunités:

- Une diaspora estimée à 16 millions de personnes, quatre fois plus importante que la population du Liban.
- De nombreux Libanais de l'étranger conservent des liens étroits avec le Liban.
- Les réseaux d'affaires qui opèrent depuis Beyrouth sont très dynamiques en direction des marchés de la région ou au-delà de l'espace régional, notamment en Afrique. Exemples: Kurdistan irakien, Nigéria, RDC, Angola, Congo, Tanzanie, Mozambique...
- Cela sera aussi le cas pour la reconstruction de la Syrie (complémentarité naturelle entre les deux économies).

LE LIBAN ET LA FRANCE: L'ALCHIMIE !

- Une destination qui occupe une place importante dans le cœur des Français qui connaissent le pays.
- La réciproque est aussi frappante: la France est une destination de choix et nous sommes, aux yeux des Libanais, des partenaires de premier rang.
- Explications: liens historiques, usage encore répandu de la langue française, fraternité, présence économique, culturelle et dans l'éducation, habitudes de consommation, etc.
- Trait d'union entre deux cultures, le Liban s'affiche comme vitrine de l'Occident en Orient.
- Les relations commerciales sont dynamiques et portées par le souhait réciproque de travailler ensemble.

LE LIBAN ET LA FRANCE: UN MARCHÉ PME / ETI !

- La France est le 3e fournisseur du Liban en 2014. Avec une part de marché s'élevant à 6,2% (1,1 milliards d'Euros). Nos exportations et l'excédent

bilatéral que nous dégagons ont doublé en dix ans (c'est aujourd'hui notre onzième excédent -48% de l'excédent dégagé au PMO!).

- Malgré le ralentissement de l'activité économique au Liban, nos exportations se maintiennent: produits pétroliers raffinés, équipements électriques et ménagers et des produits chimiques, parfums et cosmétiques, l'agroalimentaire.
- Contrairement à la situation qui prévaut sur l'ensemble de la région, le nombre des entreprises qui exportent au Liban était en 2014 supérieur à ce qu'il était au milieu des années 2000. Les PME / ETI en représentent 93% des exportateurs pour un montant exporté de l'ordre de 40% du total des exportations françaises!



Henri Castorès représentant Business France

LES ATTENTES DU MARCHÉ...

Le commerce dynamisé par le mode de consommation et des liens tissés avec la France.

- Les modes de consommation des Libanais sont très proches de ceux des Européens. Très soucieux du paraître, exhibant les dernières tendances, les Libanais sont à l'affût des nouveautés et férus de qualité, notamment dans la classe moyenne et haute.
- Les Libanais ne cachent pas leur penchant pour le made in France, compte tenu des liens historiques qu'ils entretiennent avec notre pays et de leur parfaite connaissance de l'Hexagone.
- Le centre de Beyrouth se présente aujourd'hui comme la vitrine du luxe, notamment français, et constitue une excellente porte d'entrée pour notre savoir-faire et l'excellence à la française.
- De nombreuses opportunités existent qu'il s'agisse d'exporter (biens, services et technologies)

LE TIC ET LE NUMÉRIQUE

- Le marché des TIC au Liban est évalué en 2014 à 2,7 milliards de dollars et contribue de ce fait à 5,6% du PIB.
- C'est un secteur dynamique, en plein essor, tout comme le confirme l'Union internationale des télécommunications (UIT), Une institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication, qui confère au Liban son bon positionnement mondial: au 2e rang pour sa meilleure progression dans le classement IDI (Indice de développement des TIC) et au 3e rang pour son amélioration en termes de valeur de l'IDI sur la période 2010-2014.
- Le développement croissant du marché des TIC au Liban, son aspect créateur et incubateur et d'entreprises, sa main-d'œuvre qualifiée et compétitive: des atouts pour les entreprises françaises: services de gestion de projet, formation, solutions bancaires, santé...
- Le marché des TIC au Liban (hors télécoms) a progressé de 4,6% en 2014 (45% par rapport à 2009 !) pour atteindre 381 millions de dollars avec en tête le hardware (62% du total) et le développement du software (9%).
- Progression envisagée d'ici 2017: près de 40%!
- 800 entreprises actives, selon IDAL: 14% dans le développement de software pour la banque, la santé et l'éducation, 11% dans les solutions web et 4% dans le développement d'application!
- Le Liban leader dans l'exportation des produits et services liés aux TIC (région du Proche et Moyen-Orient et la France)!

Le Liban, un pays incubateur:

- Berytech est le premier pôle technologique privé qui vise à encourager la créativité et l'innovation des jeunes entrepreneurs et start-up libanaises.
- BEIRUT DIGITAL DISTRICT (BDD) est une plateforme numérique créée en partenariat entre les secteurs public et privé dont le but est de favoriser l'innovation.
- SMART ESA...

COMMENT ABORDER LE MARCHÉ?

Bien qu'à la croisée du monde oriental et occidental, les Libanais sont avant tout méditerranéens. Les entreprises sont plutôt familiales et une fois la relation bien établie, celle-ci peut perdurer dans le temps. La clé du succès: s'investir dans la relation, y aller, les inviter.

- Gagner du temps.
- Recourir à un partenaire commercial local représente un gain de temps et offre de nombreux avantages pratiques à l'entreprise étrangère. Le partenaire connaît les spécificités du marché libanais, les réglementations administratives, mais aussi les différents réseaux de distribution.
- Un droit des affaires qui s'inspire du droit français et qui obéit aux grands principes des pratiques internationales même s'il existe quelques particularités, comme la protection de la partie libanaise en cas de rupture du lien contractuel.

ETI*: Etablissement de taille intermédiaire



LTC THE LEBANESE TRAINING CENTER

at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming following trainings:

EFFECTIVE EMAILS AND LETTERS



Trainer: Mrs. Ingrid Khourchid
English Teacher at the British Council.

Date: 9, 11 & 13 May, 2016

Time: 5:00 - 8:00 P.M

Outline: This informative workshop develops the writing skills you need to make you and your readers' lives easier. You will participate in games, quizzes and video based learning activities. You will write both letters and emails and receive feedback from your trainer and other course participants on how to improve.

After this workshop you will: Feel more confident in your ability to write emails and letters which are effective and look professional, be able to develop better working relationships through writing , Know your own strengths and weaknesses and have some specific strategies to improve.

Objective: You can expect to: Adapt your emails and letters to different audiences and situations, Plan and organize your writing to fit your purpose, Write and edit your work to make it clear, concise and easy to understand.

أعفاء أرباح الصادرات الصناعية اللبنانيّة المنشأ من ٥٠٪ من الضريبة المتوجبة عليها (قانون رقم ٢٤٨ تاريخ ١٥ نيسان ٢٠١٤)

المدرب : السيد سركيس صقر، عضو المجلس الأعلى للمحاسبة في لبنان، رئيس جمعية الضرائب اللبنانيين، عضو في الجمعية اللبنانية للمحاسبين القانونيين، عضو في المنظمة العربية للمحاسبين القانونيين.

التاريخ : 10 أيار 2016

الوقت : 5-8 ب.ظ

سوف يركز التدريب على شرح القرار رقم 248 تاريخ 15 نيسان 2014. كما سيتضمن محادثة مفتوحة بين المشاركين والمدرب لمناقشة المسائل الضريبية المختلفة .

يتوجه هذا التدريب إلى الشركات الصناعية ، كبار وصغار الموظفين، الذين يشاركون بشكل مباشر أو غير مباشر في العملية الضريبية والمحاسبية.

BASIC OF E-COMMERCE



Trainer: Mr. Jihad Bitar

Lecturer at ESA & ALBA; Expert in business planning, digital project management, communication and entrepreneurship mentoring.

Date: 12 May, 2016

Time: 9:30 - 3:30 P.M

Outline: The training is an introduction to e-commerce for companies that wish to sell their products through this distribution channel. The course will cover the basics on the thinking required to e-commerce, the elements you need to prepare and the basic marketing factors to make this venture succeed.

Target: This training is addressed to business owners and marketing departments.

Certificates signed by the Chamber will be delivered after completion of each course.

For information/registration:

Call Center: 1314 Ext 15

T: 01-353190

Email: Itc@ccib.org.lb

Training@ccib.org.lb

Free parking access

www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon



www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon



Strengthening business relations between Lebanon and Brazil: A potential partnership for the reconstruction of Syria



The President of the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Tripoli and North Lebanon, Toufic Dabboussi, met with the Ambassador of Brazil in Lebanon, H.E Jorge Geraldo Kadri, accompanied by the first secretary of the Trade Promotion Sector, Felipe Goulart. The meeting took place at the Chamber's headquarters in Tripoli on the 31st of March, 2016, with the participation of members of the board of directors of the Lebanese

Brazilian Business Council. The two parties tackled security issues in relation to the region and Tripoli's current stability and security situation. The Ambassador showed a special interest in forming partnerships in the region, a primary plan being the initiation of a collaboration with the Chamber in view of its crucial role as an economic development player of the North that is endowed with major advantages and opportunities and its potential role in the reconstruction and state building of Syria.

Founded in 2014, the Lebanese-Brazilian Business Council was established to strengthen commercial ties between Lebanese and Brazilian businessmen. The council allows both parties to become more economically present in the region. Two chapters, Lebanese and Brazilian, form the council's agenda, in which businessmen meet twice per year to discuss potential trade and investment relations and opportunities. Due to such cooperation, the Brazilian government sees potentials for synergies in the Northern region to participate in the reconstruction of Syria.

The Ambassador stressed that multiple and dynamic partnerships are crucial to take on such an immense project as post-war rehabilitation and reconstruction since not one single country/state/institution has sufficient resources to tackle the entire scope of such a project. The visit highlighted key indicators and necessary strategies needed in order to establish a sustainable collaboration profiting both foreign and national investments. In this respect, the Ambassador expressed his interest in the Chamber as an active member in the Lebanese-Brazilian Business Council to form partnerships between companies of the two countries and benefit from the wealth of knowledge and experience in the economic/commercial activities in the North. "As you know, the political and diplomatic pillars of bilateral relations between the two countries are already set in motion, however the investment and trade pillars are still weak and need to be further developed." he said.

On his turn, Dabboussi emphasized the importance of collaborating with both the government of Brazil and the private sector there to strengthen ties between Brazil and the Northern region in Lebanon in which both parties would benefit by creating strong communication, share knowledge and transfer of knowledge and best practices through inclusive investments. He added that with its technological advancements and renowned commercial capabilities, the Northern community would benefit from collaborating with the Brazilian government's resources and experience, as would the Brazilian private sector benefit from trade and investment opportunities arising all through the reconstruction of Syria.

Dabboussi noted the strengths and opportunities of the North and what the region would offer to attract international investments: The city of Tripoli is wealthy with its strategic location at 28 km from the Syrian borders with an encouraging infrastructure for transportation of raw materials and resources. The various harbours and ports in the North are unique in the region, and therefore the Special Economic Zone (SEZ) has become a main attraction of international organization development missions and programs. The Chamber is also affiliated with BIAT (Business Incubation Association in Tripoli) and TEC (Tripoli Entrepreneurship Club), entities that strengthen the drivers of economic prosperity and improve livelihood in the region. He concluded by sharing his point of view regarding strengthening ties between the two parties in order to contribute in the future reconstruction of Syria and called to set a strategic plan that motivates the collaboration between the private sector in both countries.

Strengthening relations between Switzerland and Lebanon

H.E Ambassador of Switzerland to Lebanon François Barras headed a Swiss delegation on a visit to the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Tripoli and North Lebanon to strengthen ties between Swiss and Lebanese business men and women, with a focus on building strategic partnerships and exchanging experiences, ideas, and best practices.

The Swiss delegation included members of the Union of Lebanese Swiss Businessmen headed by its president Habib Hatem, as well as the president of the Swiss Business Council-Lebanon (SBC-L) Boghos Kordian and Berge Arabian, treasurer, Gerard Muller, the representative of the Swiss Embassy in the North, and Rock Attia, president of the Merchants Association of Batroun were also present at the meeting held on March 31st with the president of the Chamber of Tripoli & the North, Toufic Dabboussi in the presence of members of the Chamber.

The visit "aims to strengthen the links between businessmen from Lebanon and Switzerland, focusing on the importance of adopting the principle of mutual culture and modern ways of thinking that improve technical training and expands the ways to innovation and creativity," said Ambassador Barras, adding that the most important thing "is the intrinsic link between the professional science and the economic community".

The Ambassador called to take advantage of the Swiss expertise for the development of young and professional labor, since Switzerland adopts similar standards to the double program of professional training applied in Germany. Such a strategy would allow the development of competences and skills, and shows the readiness to engage in employment in the labor market with local companies.



Ambassador Barras expressed his full appreciation for the integrated social and economic vision adopted by President Dabboussi, a strategy that would facilitate and encourage terms for future cooperation through ongoing consultation with the Chamber of Commerce of Tripoli.

The Ambassador underlined the importance of broadening and strengthening relations with the business community in Tripoli and the North, particularly at the level of micro-enterprises and SMEs. Again the focus would be on constant consultation and ongoing communication with the Chamber to deepen the Swiss knowledge of the general economic situation in the North in which strategic partnerships would be built so as to move towards bilateral cooperation between the Swiss embassy and the Chamber.

On behalf of the Chamber and the Northern community, President Dabboussi expressed his full readiness to host any and all partnerships with the 'close friends of the Lebanese people' due to Switzerland's success in institutionalizing an integrated technical and vocational educational system. He explained that the Chamber is ready to take on the role of the incubator for any partnership or program led by Switzerland in view of the valuable experience possessed by Switzerland.

On the other hand, Habib Hatem, president of the Union of Lebanese Swiss Businessmen, stressed on three key issues to build the foundations for future collaboration and cooperation with the Chamber of Commerce of Tripoli, that is to take advantage of the role played by Ambassador Barras in terms of strengthening the Lebanese Swiss links at all levels; to put focus on integrating technical and vocational training into the Lebanese educational system, which will inevitably lead to acculturation in the Lebanese culture; and to benefit from the technical expertise and technological capabilities that have been applied in Switzerland. Hatem added that bilateral cooperation between the Union of Lebanese Swiss Businessmen, the Swiss Business Council-Lebanon, and the Chamber of Tripoli will set the practical framework for a promising future.

New Borders of CSR Performance & Inclusive Investment

Economy, Environment, Society: Trilogy of Sustainable Development



Houda Mawad

It is universally acknowledged that corporate performance evaluation and measurement of success is no longer measured only by its financial and economic return, and by doing so not jeopardizing the environment, but also operating in a socially responsible manner.



Many economic and industrial organizations are becoming increasingly aware of the importance of adopting an economic behavior that takes into account the social variables considered as the cornerstone of sustainable development in its three aspects: economic, environmental, social. This "trilogy" has become a key indicator to measure the performance of any organization, whether public or private.

In order to raise awareness regarding integrating social responsibility concept into development strategies of organizations, ANIMA Investment Network, coordinator of EDILE project, co-organized with LIBNOR a round table debate on "New borders of CSR performance and inclusive investment" with the support of the Chamber of Commerce of Beirut & Mount Lebanon (CCIAB-ML), the Arab Open University (AOU), and the General Union of Arab Chambers (GUCCIA). The event was held at Adnan Kassar Edifice for Arab Economy in Beirut, on April 20th, 2016, and focused on two main highlights: the role of Chambers and the business sector in spreading CSR culture, policies and practices; and drivers of social performance for investors (ISO 26000 versus other CSR standards).

Government officials, business leaders, academia, professionals, researchers and project stakeholders participated in this round table and addressed theory and practical implementation of the optimisation of investment projects.

H.E Adnan Kassar, President of the Lebanese Economic Organizations reiterated his commitment by word and deed to promote adoption of social responsibility within strategies of business organizations in Lebanon. While head of the ICC, Kassar oversaw the publication of the first booklet on corporate social responsibility. **H.E Dr. Hussein Hajj Hassan**, Minister of Industry, emphasized the importance for Lebanese businesses to adopt socially responsible behavior. He called for assessing readiness of companies to implement relevant specifications, and inquired on the existence of any binding legislation; and if so, according to which standard. On the issue of international trade, he called for review and correction of trade agreements, in particular the partnership agreements with the EU and WTO. **Mohammad Lamaa**, representing the president of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon, responded to the questions raised by the Minister and stated that the Lebanese companies can accommodate these concepts and are able to implement a sustainable strategy on the condition that there is an enabling environment...which is still lacking. He called to shift EDILE certification from a theory into action. **Engineer Kallas**, representing the Lebanese Standard Organization-LIBNOR, explained the SR standard ISO 26000 and highlighted actions undertaken by LIBNOR to build capacities on ISO 26000 to allow organizations implement SR principles in their operations. **Rabih Sabra**, the General Director of the Chamber of Beirut & ML, reviewed the activities undertaken by the Chamber in the field of dissemination and implementation of social responsibility, namely by implementing EDILE project and ANIMA. He

emphasized the importance of integrating SR within business organizations since "economic safety comes from community safety" according to the saying. **Mohamad Chamas**, SR National Expert and Trainer explained why assess and value CSR performance and how is social responsibility applied in Lebanon, and what organizations need to do to operate in a socially responsible way. **Emmanuel Noutary**, Director General of ANIMA Investment Network, highlighted EDILE's rating methodology of local investments along with the benefits of EDILE's label.

EDILE LABEL

Optimise the local impacts of investment projects

The EDILE project proposes a set of evaluation tools measuring local impacts of investment projects on the economic, social, environmental and community level. The EDILE methodology is inspired by the international norm ISO 26000 on CSR adopted by more than 500 experts from 90 countries. In parallel to the rating method, the EDILE project creates a label rewarding social innovation of investment projects.

EDILE label aims at identifying and promoting investment projects which have a positive impact on their implantation territory in the following terms:

Economic (good practices and contribution to local economy) Social (respect and promotion of employees) Environmental (taking the ecological factor into account) and Community (value creation at local level).

EDILE label provides auto assessment tools and a rating of such performance over time. It will additionally offer a comparative dimension thanks to a rating base of companies as well as several testimonies and feedback from investors and institutional actors.

The EDILE approach aims at involving investors on a policy of continuous improvement of the territorial anchorage of their products which brings companies to: Increase their performance, Strengthen the motivation of their employees, Rationalize their expenses, Prevent risks of disputes.

The attribution of the EDILE label will give access to various privileges. Depending on the level of maturity of the company and its commitment, the investment project will benefit from advantages among which:

- Visibility: EDILE logo recognition locally and internationally
- EDILE Club: access to a community of committed investors
- Training Platform: operational tools and online resources
- Exclusive Advantages: from donors and administrations

What is ISO 26000? Who can benefit?

ISO 26000 is an ISO International Standard giving guidance on SR. It is intended to assist organizations in contributing to sustainable development. It contains voluntary guidance, not requirements, and therefore is not for use as a certification standard.

In applying ISO 26000, it is advisable that an organization takes into consideration societal, environmental, legal, cultural, political and organizational diversity, as well as differences in economic conditions, while being consistent with international norms of behavior. The standard provides guidance for all types of organizations, regardless of their size or location.

What benefits can be achieved by implementing ISO 26000?

Sustainable business for organizations means not only providing products and services that satisfy the customer, and doing so without jeopardizing the environment. The perception and reality of an organization's performance on social responsibility can influence, among other things:

- Competitive advantage
- Reputation
- Ability to attract and retain workers or members, customers, clients or users
- Maintenance of employees' morale, commitment and productivity
- View of investors, owners, donors, sponsors and the financial community
- Relationship with companies, governments, media, suppliers, peers, customers and the community in which it operates.



Lebanese Brazilian
Business Council

Promoting
Business

Sharing
Culture



Together... towards greener cities



Innovative, highly participative, and fetching are the most adequate words to describe the 7th Build It Green – Lebanon Annual Sustainability Solutions Conference that took place on Wednesday March 16, 2016 at the Monroe Hotel in Beirut.

Organized by e-EcoSolutions, in partnership with EcoConsulting, and under the patronage of the Ministry of Education and Higher Education in Lebanon, the 7th edition of the Build It Green – Lebanon was presented under a new stimulating theme, underlining the need for collaboration between the Green-minded organizations and individuals with the aim of finding the appropriate sustainability solutions for Lebanon: "Together... Towards Greener Cities".

The organizers of the Build it Green – Lebanon took the conference this year to a whole new level when deciding to integrate a new-fangled participative conference format allowing the delegates to participate in their preferred "Workshops with the Experts" that addressed twenty-five Green Building topics.

"This event was a true example of how we can turn a drowning environmental situation into a rising one in Lebanon through the sufficient will and enthusiasm, factual planning and smart implementation," declared Gilbert Tegho, CEO of e-EcoSolutions. "We now have a wealth of data that we believe is very important to continuously drive our mission for availing more Green Schools in Lebanon," he added.

The conference agenda featured five highlights:

- 1) Technical presentations by local and international award-winning architects, including a presentation by Mrs. Globe 2016, Architect and Urban Planner Mrs. Sylvia Yammine.
- 2) Twenty-five workshops with Green Building Experts: 25 topics were grouped under 3 main categories: Sustainable materials & solutions, Designing & financing sustainable buildings, and Innovative or hot topics.
- 3) The graduation of the 1st batch of Green Schools in Lebanon through the Green Schools Certification Program launched by e-EcoSolutions in 2015 (during the 6th Build It Green – Lebanon). The program was offered free of charge to the first 100 private and public schools with the aim of putting every student in Lebanon in a Green school within this generation. Amazingly, amongst 121 schools that registered in the program, 100 proceeded to the school sustainability audits stage, and thirty-three have succeeded to complete the program and earned their Green Schools Certificates in the presence of the ministries representatives and the program's main partners: Grohe, BankMed and Tinol Paints, and the Global Coalition for Green School – Lebanon Chapter. The schools received their certificates on stage along with the Green Schools flags that they will be yearly raising on three national Green Schools Days: March 22nd (World Water Day), April 22nd (Mother Earth Day) and June 5th (World Environment Day).
- 4) The announcement of the 2nd Eco-quartier student competition winners, organized by the Build It Green – Lebanon for the architecture and urban planning students in the different universities in Lebanon. The competition was organized in close collaboration with the municipality of Beirut, and invited the students to design their own innovative Green Neighbourhood in the Medawar area in Beirut. The competition received the participation of six universities in Lebanon of which 23 projects qualified as finalists, and was subject to a systematic jury evaluation process. The winner was the Lebanese University student group from the Institute of Fine Arts, Branch III: Viviane Deghel, Noema Zakaria, Fatima Chaar, Fatima Dhaybi, Adnan Haddad and Ahmad Zant.
- 5) The Green Building exhibition, the famous yearly platform for Green networking that comes along the Build It Green – Lebanon

If you belong to an organization that would like to join the community of the Green Schools Certification Program and support the participating schools in acquiring more Green solutions, please do not hesitate to contact e-EcoSolutions.

e-mail: info@eecosolutions.com
Tel: 961 9 856565
www.Greenschools.me



This summer “DESIGN Your MED Initiative” in Sardinia!

OpenMed Association and MaPE – University of Cagliari, with the support of ASCAME, CCIA-BML, CEEBA and Re.C.O.Med, and the contribution of Fondazione di Sardegna, organize the **“Design your MED initiative!” - Euro-Mediterranean Cooperation Summer School** that will be held in **Cagliari, Sardinia (Italy)** from the 27th of June to the 1st of July 2016.

Why in Cagliari, Sardinia?

The **strategic and central position of Sardinia** in the Mediterranean Basin is the main answer to the question.

We want to talk with you about **experiences, best practices and initiatives that have the “Mediterranean” as focal point**, in order to plan together **new cooperation projects** for the future.

And we want to be inspired by our **beautiful sea** with the **friendliness** that characterizes the European and Mediterranean people.

The course aims at **improving exchanges of competences and relations** between **public and private representatives of Mediterranean organizations** interested in **cooperation programs and projects**.

The **main objectives** of the Summer School are:

- improve competences and relations of individuals interested in Euro-Mediterranean cooperation
- share the Euro-Mediterranean projects experiences among participants and trainers
- start the concrete design of proposals under the new Euro-Mediterranean funding instruments.

During the Summer School, **Project Cycle Management and Logical Framework approaches** will be used as main working tools. The working approach is based on the “learning by doing” methodologies (i.e. drafting a project idea).

Target groups are:

- Representatives of Euro-Mediterranean organizations
- Public and private officials and experts (junior, intermediate and senior) from Euro-Mediterranean countries
- The Faculty is composed by international and local trainer and experts on Euro-Mediterranean and International projects

Application submission deadline is the 20th of May 2016.

Please check out the website www.euromedsummerschool.eu for more information, participation fee and subscription procedure or contact the Staff at info@euromedsummerschool.eu.

We wait for you in Sardinia!! Surely you will enjoy your time!!



CCIAZ to promote food safety culture

In collaboration with the Ministry of Public Health, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa (CCIAZ), organized the first training session entitled "Food Safety Training" level-1 in order to train the workers and cookers at the hotels, restaurants and catering companies on how to prepare and handle food products according to the food safety standards and regulations.



The vice president of the Chamber, Mr. Antoine Khater, welcomed the participants and highlighted, in his speech, the role of the Chamber to enhance and promote food safety culture. Eng. Joyce Haddad, General Coordinator of the Food Safety Campaign at the Ministry, shed light on the Ministry's role to preserve the citizens' health through inspection and follow-up. Mrs. Gloria Hanna, food safety responsible at the Chamber, delivered a demo-presentation focusing on how to handle, prepare and store food products. The training feedback was valuable and provided a great potential to be followed by other training sessions.

A six-day Food Safety Training, level-1 was organized by the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa (CCIAZ), in partnership with the Continuing Education Program at the Lebanese American University. This training was developed in 2015 in collaboration with the Syndicate of Lebanese Food Industrialists, and endorsed by the Ministry of Industry and the General Union of Arab Chambers.

The interactive sessions were given by Dr. Hussein Hassan from LAU. They included the pre-requisite programs that any food establishment must have, namely: understanding the micro world, contamination, food allergens, foodborne illness, personal hygiene, cross-contamination, time-temperature control, food handling equipment and utensils, cleaning and sanitation, design and construction of food premises, integrated pest management, staff food safety training, occupational safety, waste management, receiving and inspection considerations, storage guidelines, preparation, cooking, cooling and reheating food.

Twenty-nine trainees participated in the training. They came from various food industries, catering companies, hospitals, hotels and restaurants. The training concluded with a field trip to Skaf Farms.



Welcome to ECONEWS

Subscribe and receive your copy free of charge

Send an Email to: Econews@ccib.org.lb

Kindly specify

- ECONEWS printed version
- ECONEWS electronic version

Name
Mobile

Institution
Email

Address

Unlocking the Potential of Jordan¹

"Unlocking the Potential of Jordan" is a publication prepared by the Confederation of Danish Industry (DI) in collaboration with Jordan Chamber of Industry (JCI) in 2015. The handbook provides information on the Jordanian market, and offers inspiration and advice for foreign companies with interest in accessing this market. In the first section, it examines and displays facts about the Jordanian market and economy.

The strategic location of Jordan makes it an attractive point of access to nearby markets. Jordan is located in the heart of the MENA region. Despite the turbulence in neighboring countries, it has remained stable and continues to offer positive economic growth rates. Moreover, the country has an open economy which was instigated by its accession to the World Trade Organization (WTO) in 2000. This WTO membership guarantees smooth trade flows with partners and ensures that the country's trade policies are in accordance with international standards. In addition, Jordan has joined several agreements including, the Greater Arab Free Trade Agreement (GAFTA), Agadir Agreement, OIC Framework Agreement, FTAs with EU, USA, Canada, Singapore and Turkey. These agreements prove that Jordan has access to key markets worldwide.

Economically, Jordan has been witnessing reasonable growth rates for many years, even during the financial crisis and Middle East uprisings. The economy is service-oriented with the services sector accounting for 66% of GDP, and the rest being split between industry (30%) and agriculture (4%).

Trade has expanded significantly during the last decade with exports amounting to 15.5 billion USD while imports reached 24.8 billion USD. Jordan's five main export destinations are Iraq, United States, Saudi Arabia, India, and the United Arab Emirates. In terms of imports, major partners include Saudi Arabia, EU, United States, and India.

The political situation in Jordan has been characterized by stability, despite the surrounding situation in Syria and Iraq, and the influx of Syrian refugees. However, the constitutional monarchy system and Jordan's international relations play an important role in keeping the situation under control. Moreover, the levels of corruption and insecurity are very low compared to other Arab countries. From a socio-economic perspective, population literacy above the age of 15 reached a remarkable 98%. Nevertheless, the market faces small rigidities, with an unemployment rate at around 12% and inequality of income, which is the case in many Arab countries.

Jordan imports as much as 96% of its energy needs. Most of these fossil fuels are imported from neighboring countries, namely Egypt, Saudi Arabia, and Iraq. However, the unstable and unreliable supply from these countries, due to tension in the region, has led Jordan to explore other energy supply alternatives. Therefore, the country has one of the largest demands for renewable energy development. The conditions for the implementation of renewable energy projects are favorable since Jordan has plentiful sunny days and high solar radiation. In addition to solar energy source, wind energy has a large potential as some areas have high winds.

The handbook includes a section of small case studies entitled "Lessons Learned in Jordan" outlining experiences of several Danish companies operating in Jordan with the purpose of presenting insights and practical advice for foreign investors. These companies are:

- VESTAS, a world leader in wind energy, provides energy in seventy four countries. The company established its branch in Amman in 2013.
- GRUNDFOS, a multinational company known for its pumps in water and waste water application systems. Its engagement in Jordan dates back to 1960.
- APM Terminal, a global operator in ports and terminals, responsible for 62 ports in 38 countries. The company also operates in inland services such as container storage, logistics, transportation and related cargo services. In Jordan, it operates three major supply chain companies.

The publication finally ends with practical recommendations based on the advice of stakeholders with experience in the Jordanian market, including the above mentioned Danish companies, international organizations, the Royal Danish Embassy, and the Jordan Chamber of Industry. These recommendations cover various fields, including distribution and partnerships, marketing, management, and legal issues.

¹Abstract of the booklet published by the Confederation of Danish Industry; edited by Oleg Izgorodin, Ulrik Storm & Karen Panum Thisted, 1.2016



Economic costs of climate change in Lebanon

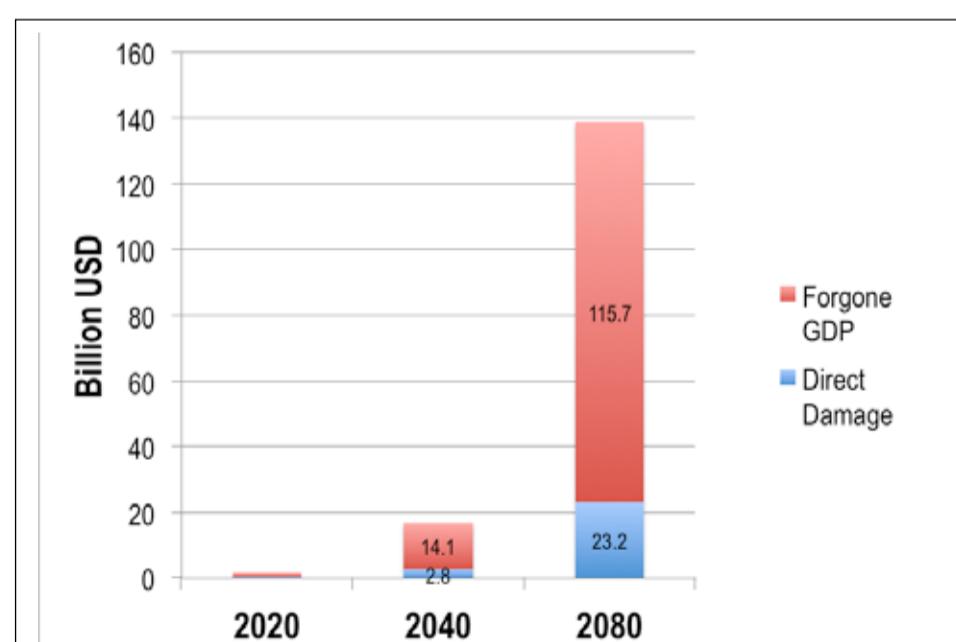
Extensive evidence and research show that climate change caused by the emission of greenhouse gases imposes costs on every person, family, farm, business, community and region. To better comprehend the current and future impacts of climate change in Lebanon, the UNDP- Climate Change team at the Ministry of Environment undertook a quantification exercise of these costs. The results will serve as a basis for prioritizing and planning climate change actions and policies, in addition to its use as an effective tool for raising awareness.

Climate change to impose costs on Lebanon directly, via heat waves, droughts, storms ...and indirectly, via slower economic growth

If current trends in greenhouse gas emissions continue, anticipated changes in climate would likely impose economic costs on Lebanon, directly and indirectly. Direct costs would materialize in higher temperatures, changes in precipitation, and extreme weather events, such as storms, low agricultural productivity, in addition to adversely affecting human health, causing flooding, and imposing similar damage on different segments of Lebanon's economy and society. The expected damage from the direct impacts would impose costs on Lebanon of about USD 320 million in 2020, USD 2,800 million in 2040, and USD 23,200 million in 2080.

Over time, indirect costs would materialize in slow economic growth reducing Lebanon's gross domestic product (GDP) and lowering business activity. Global greenhouse gas emissions between 2015 and 2020 would reduce Lebanon's GDP by about USD 1,600 million, or 3%. If current trends continue to 2040 and 2080, Lebanon would experience reductions in GDP of USD 14,100 million (14%) in 2040, and USD 115,700 million (32%) in 2080. This forgone GDP would constitute a real cost, or reduction in economic wellbeing for Lebanon's households, businesses, and government and would materialize in lower incomes for workers and households and drive government to experience lower revenues and higher costs.

Total costs are expected to rise from USD 1,900 million in 2020 to USD 138,900 million in 2080



The sum of the direct-damage costs and the forgone GDP equals the expected total estimated costs that global emissions in 2015 and beyond would impose on Lebanon. According to the study, total costs are expected to increase from USD 1,900 million in 2020 to USD 16,900 million in 2040, reaching USD 138,900 million in 2080. Correspondingly, the average cost per household is expected to go from USD 1,500, to USD 13,100, and USD 107,200. If the government's current role in the economy remains unchanged, it would bear about USD 610 million of the total cost in 2020, USD 5,400 million in 2040, and USD 44,300 million in 2080.

Consequently, the direct-damage costs and reduced GDP would reduce annual income for households throughout Lebanon. Rural households generally would experience larger percentage reductions than urban households. Farm households, though, would experience somewhat smaller reductions than their rural nonfarm counterparts, especially those receiving higher prices for their crops or livestock.

Lebanon would experience smaller costs if global greenhouse gas emissions grow more slowly

If meaningful actions were taken to significantly reduce global greenhouse gas emissions, total costs from adverse impacts of climate change on Lebanon would be reduced in 2020 by about 28%, and by as much as 91% in 2080.

All sectors will be affected, with agriculture and health bearing the highest costs

Climate change will impose costs on every person, family, farm, business, community and region. However, the study revealed that potential impacts on human health pose the greatest risks. Costs associated with potential increases in the risk of death—from heat stress, malnutrition, diarrhea, malaria, floods, and cardiovascular disease—would amount to USD 47.2 billion in 2020. Costs associated with potential increases in illness and disability—from the same climate-related factors—would amount to USD 177,900 million in the same year.

Other major costs might materialize through the impacts of climate change on Lebanon's agricultural production and on Lebanese consumers pay for food. Reductions in Lebanon's overall agricultural production—resulting from higher temperatures, changes in precipitation, increase in soil aridity, etc.—would reduce Lebanon's overall GDP by about USD 300 million in 2020. If current trends continue, potential increases in global food prices might impose costs of USD 470 million on Lebanese consumers by raising the prices they pay for food and, because of the higher prices, prompting them to consume less food.

In addition to the above mentioned segments of the Lebanese economy, the study reveals that less heavy costs will be imposed on the water sector, tourism, electricity demand, ecosystems and others.

Ongoing climate-related research will likely yield enough information to support monetized estimates in the foreseeable future for at least some of the costs omitted from the study due to lack of reliable data.

Nonetheless, the importance of the findings presented clarify, in a very concrete manner and for the first time, Lebanon's vulnerability to climate change. They show the overall scale of the vulnerability if current trends in global greenhouse gas emissions continue, and the potential savings from curtailing emissions. They also show, in economic terms, the potential magnitude of the risks facing different segments of the economy and society.

How to avoid some climate change costs

The analysis of economic costs can provide a useful basis for a better understanding of the risks to different types of capital: human, natural, built, social, and cultural. Reducing costs will require actions to reduce the vulnerability of each type of capital to climate-related risks. Some of these actions would involve developing a better and broader understanding of potential changes in climate and how they might affect the different types of capital. Some would entail taking steps to diminish or even block a particular type of risk to a specific asset. For example, a household, business, community, or the government might reinforce an existing or planned building against potential storms or increase its capacity to store water for emergency use should a storm occur. Education and training programs might be altered to include sections on risk-management. Providing information about potentially appropriate individual and collective actions for reducing the risk might reduce the vulnerability of households, businesses, and communities.



CLIMATE
CHANGE

for details visit :
www.climatechange.moe.gov.lb



Saida: an under-exploited economic potential

Bachir El Khoury

A major port and economic city of the Eastern coast of the Mediterranean sea, Saida is underperforming economically since years, because of contextual and structural reasons. The potential is yet very important, while some private initiatives are contributing to growing entrepreneurship and innovation.

The capital of South Lebanon, Saida, is a busy commercial city that has not completely lost the atmosphere of traditional coastal towns. Its economy is still relatively buoyant despite all the structural challenges and the decline observed over the last few years due to the Syrian conflict and its repercussions on Lebanon.

Beyond the current context, Saida can yet perform much better economically; the city is going through a profound transition since decades, still not totally accomplished and with growing socio-economic gaps, while some structural developmental plans are still lacking or haven't been executed.

The events of the past 40 years have, in fact, transformed the economic and social landscape of the city, now considered as a «dual city»: on one side, the old city, still traditional, but quite neglected and with a high unemployment rate, and the new city where shops and modern financial activities and economic sectors are growing at a high rate, often at the expense of agricultural and craft activities.

A dual city

The ancient city, the Medina, mainly dominated by the working class, is, in fact, threatened by the exodus of its small traders and workers, as well as industrialization and expansion of the urban area of the city; this has lead to a gradual conversion of shops to informal or non-traditional activities, such as trade in second-hand clothes and workers to street vendors. As a result, the socio-economic balance is today at stake; around 65% of the inhabitants of the old city are unemployed, while 21% work outside its walls, against 14% within the Medina. Among those who have a job, 53% are teachers or public employees, 9% are fishermen, while 21% work in retail and 7% practice small jobs.

Despite these changes, ancestral methods are still preserved by the inhabitants and offer a range of varied products. Dressmakers, embroiderers, craftsmen...the Souks, warehouses, shops and khans continue to generate a vivid image rooted in the local culture. In parallel, wood, an inexhaustible resource, continues to fuel the activities of boats, chairs and window frames manufacturers, while the traditional production of purple fabric, very famous in Saida's econo-

mic history (read below), as well as blown glass, persist. Today, there are still around 16 tinsmiths, ten ironworkers, a tile factory, four sugar mills, six jewellery shops, seven pastries, eight roasts and ten dyers along the winding streets of Old Saida.

In parallel, several "Sidonians" still own vast agricultural lands, with satisfactory financial return. The main crops spread on these lands- in terms of area- include fruit trees (49.8%), olive trees (31%), vegetables (11%) and cereals (8.7 %).

Port enlargement, industrial development and innovation

Across the city as a whole, these traditional activities, that made the economic "glory" of the city in the past, have nevertheless strongly waned over the last decades; agriculture and fisheries together account now only for 6% of total employment, against 32% for the service sector, 39% for trade and 21% for industry and construction.

These transformations were sustained by a wave of modernization that started in the 1960's but also by a higher rate of literacy, which now exceeds 85% of the population, and more people pursuing university studies (7% of the population). Today, there are around 17 private schools and 15 public schools in Saida, while the number of students reaches 20,000, equally distributed between men and women.

While the "Old" Saida is progressively disappearing, the "new" one is not yet economically mature, with several factors preventing it from becoming a real modern and prosperous city. The volume of trade, for instance, is still very modest due to the limited capacity of the existing port; the project of building a new port, which goes back to the 1980's, hasn't been executed yet for different reasons... The project involves the construction of a port with an area of 200 hectares, whose primary purpose would be transhipment.

In parallel, the local industry is still relatively under-developed; it is mainly focused on the packaging of agricultural products, pastry, generators assembling, cardboard, plastic bags or nylon production, tanneries, construction products, as well as weaving and clothing. Large-scale plants are only found in the outskirts

of the city. This situation was aggravated by the increase in land prices over the past years - driven by the wave of urbanization and land speculation –which had serious repercussions on the cost of production and price competitiveness.

Yet, new initiatives emerged a couple of years ago to support start-ups and the new industry of the "knowledge and innovative economy". In 2009, for instance, the "Business Incubation Center" (BIC) was founded to accompany young entrepreneurs and provide them with all the tools needed for a take-off.

On a touristic level, the city has also an important potential that is also un-

der-exploited. Saida is, in fact, home to several sites, mainly the "Chateau de la Mer", a fortress built by the Crusaders in the 13th century, Khan al Saboun and the Soap Museum, Khan el Franj, Le Phare, the Great Mosque, the "Chateau de la Terre" and the Egyptian Port. But the number of visitors has steadily declined over the last years in the wake of the weakening touristic activity in the country. In fact, political instability and security incidents that occurred around Saida or inside of the city – among which the clashes between the Lebanese army and the salafi group of Ahmad el Assir – have largely weighed on the number of visitors.



A history of rises and falls

Saida has gone through different economic phases throughout its history, largely depending on the type of political influence or occupation, which varied much across time.

During the 1400s BC, the city, under Egyptian tutelage, became known for the quality of its wood that was exported to neighbouring countries, specialized in boats manufacturing. Its economy was also based on the production of blown glass and the purple colouring of fabric.

A stormy period followed, marked by the invasions of Sea Peoples and the Assyrian domination. It was not until the Persian epoch that the city started to rise again in the years 500 BC, with a very strong economic growth based on maritime power, boosted by the creation of currency.

Yet, the city succumbed again, this time to the Greek invasion of Alexander the Great who has put an end to the maritime power. Prosperity is found again only with the «Pax Romana» of the Roman Empire (64-330AD). In addition to the blown glass and the purple fabric industries, silk weaving emerged and became another well-known "trademark" of the city. These three manufacturing activities continued throughout the Byzantine Empire period (330-637).

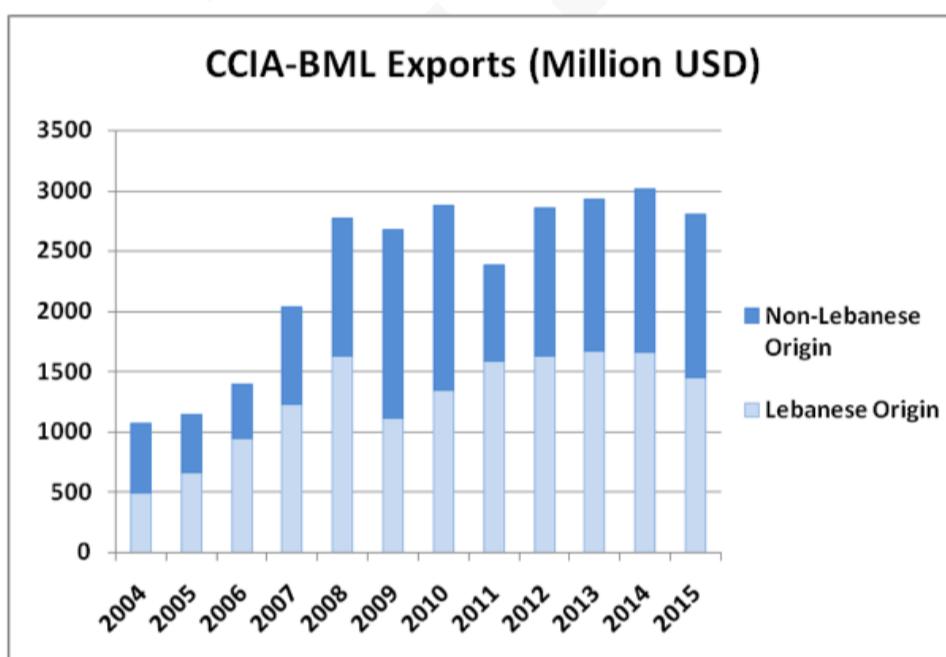
Under Fakhreddine II reign (1590-1635), the city became a platform for trade with Europe, mainly Tuscany, Lombardy and Marseille, while Asian and neighbouring countries' products, such as Indian silk and rice from the Nile Valley, used to flow through the city either for local consumption or for re-export to other destinations. In parallel, cotton planting strongly developed and progressively became the first export product instead of silk. Saida was also the exclusive supplier of Murano glass blowers.

After decades of prosperity, the 19th century was marked by a phase of declining influence, especially after the opening of the Suez Canal in 1869; the city's economic life was again based on traditional activities of artisanal fishing and fruits plantation. Yet, in the mid-20th century, Saida underwent an urban explosion that largely affected its agricultural production. The construction of prominent buildings, the NBT railway track (Naqoura-Beirut-Tripoli), the pipeline TAPLINE (Trans Arabia Pipeline) and the first axis of the Riad el Solh road - connecting the north to the south - as well as the enlargement of the Palestinian refugees' camp, strongly weakened the agricultural sector. Yet, industrialization and urbanization provoked an economic boom, accompanied by a cultural renaissance that persisted until the mid-70s, before the city, alike the whole country, was trapped into the 1975-1990 civil war...



Lebanese Exports in 2015

Total Lebanese exports according to statistics of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon amounted to nearly USD 2.8 billion in 2015 against USD 3.2 billion in 2014, with a decline of 7.2 percent in contrast with 2014, 2013, and 2012 where the value of total exports had increased by 3.1%, 2.7 % and 19.8 % respectively.



According to CCIAB-ML records, exports in 2011 decreased by about 17 percent, a record rate of decline recorded during the last decade, while exports in 2009 had fallen by 4 percent. Subsequently, exports had risen at an annual rate ranging between 7 and 46 percent throughout the period between the years 2004 – 2014; but in 2015 a decline of 7.2 percent in exports value was recorded.

Associate members, exporters, and certificates of origin

The number of certificates of origin that have been endorsed by the Chamber of Commerce of Beirut and Mount Lebanon in 2015 reached 33,000 certificates, and they were issued by 1948 exporting establishments. CCIAB-ML associate members who paid their contributions have reached 15146 members. Based on these facts, exporting establishments represent 13 percent of the total number of affiliate members, the average number of certificates issued by each exporting establishment is 17, and the average value of exported goods of each certificate is 85,000 dollars.

The value of goods of Lebanese origin amounted to USD 1.4 billion or 51 percent of the total value of exported goods, while the value of goods of non-Lebanese origin amounted to 1.3 billion, or 48 percent. The weight of goods of non-Lebanese origin were estimated at about 1.3 million tons, accounting for 41 percent of the total weight of exported goods, while the weight of goods of Lebanese origin is estimated at 1.8 million tons, with a proportion of 58 percent.

Thus, the total average price per ton of exported goods amounted to USD 630: the average price per ton of goods of Lebanese origin amounted to USD 1154, while the average price per ton of goods of non-Lebanese origin amounted to USD 771. The increase of the average price per ton of goods of Lebanese origin compared to the like for goods of non-Lebanese origin is an indication of the low competitiveness of Lebanese exports on the one hand, and that exports depend heavily on jewelry and clothing of high quality and distinctive brand of high cost, on the other.

Members (End of 2015)	15,146
Exporters	1,948
Premium Category	283
First Category	292
Second Category	501
Third Category	470
Fourth Category	402
Exporters/Members	13%
Certificates of Origin	33,000
Average	84,980 \$

Distribution of Lebanese exports among international groupings in 2015

According to CCIAB-ML statistics, Arab countries are the number one destination of Lebanese exports in 2015 in terms of value. Imports of these countries from Lebanon amounted to USD 2.5 billion, representing 87 percent of exports. European countries ranked second with imports accounting for 7 percent, and African non-Arab countries in the third place (3 percent), followed by non-Arab Asian countries (1.4 percent), and American States (0.8 percent)

Lebanon's most important export markets in 2015

Iraq ranked at the top of the list of the most important markets of Lebanese exports in 2015 and accounted for 22 percent of total exports according to statistics based on certificates of origin endorsed by CCIAB-ML. Saudi Arabia ranked second with imports from Lebanon accounting for 19 percent, followed by Syria in the third place (8 percent), and Jordan in the fourth place (8 percent), and Qatar in the fifth place (6 percent).



Iraq and Saudi Arabia accounted for 41 percent of the total value of exports, confirming high concentration of Lebanese exports markets.

()Million USD (2015)	Iraq	KSA	Syria	Jordan	Qatar	UAE	Egypt	Algeria	Kuwait	Turkey	Others	Total
Mineral Products	377	33	6	10	7	17	22	31	3	22	36	564
Electrical Equipment	91	112	70	27	14	25	29	66	4	0	76	514
Chemical Products	74	79	32	54	7	18	8	2	19	23	151	467
Jewelry	0	107	0	8	74	20	0	0	58	0	35	302
Prepared Foodstuffs	6	58	24	23	26	23	9	1	10	0	25	205
Vegetable Products	20	13	38	32	6	7	10	2	3	0	19	150
Paper & Paperboard	17	32	15	5	2	7	13	13	2	0	24	130
Plastics	5	30	21	7	6	9	12	1	3	0	27	121
Textiles	2	15	2	3	5	9	4	3	4	0	38	85
Animal Products	23	15	3	3	5	4	1	0	1	0	4	59
Base Metals	0	4	6	22	1	2	1	0	1	1	0	37
Others	14	46	4	18	19	12	27	3	5	8	14	170
Total	629	544	221	212	172	153	136	122	113	54	413	2,804

The crossing between the most important importing countries with the most important exported goods in 2015 reveals the following facts:

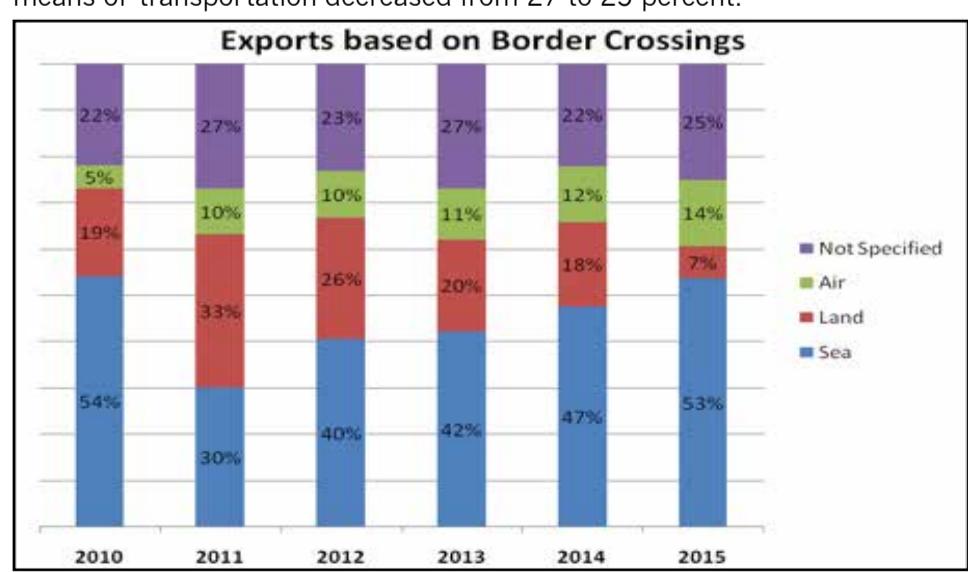
Distribution of Lebanese exports between Customs divisions according to certificates of origin.

According to Customs listings, exports of minerals and manufactured goods ranked first in 2015, and accounted for 20 percent of the total value of exports. In the second place came electrical equipments (18 percent), in the third place chemical products (17 percent), in the fourth place jewelry exports (11 percent), and in fifth place exports of food products (7 percent).

Distribution of exports by border crossings

The security and political events in Syria impacted Lebanese exports by land. The Lebanese exports through border crossings decreased from USD 795 million in 2011 to USD 207 million in 2015.

The flow of exports via border crossings decreased from 33 percent in 2011 to 7 percent in 2015. Exports by the sea rose from 30 percent to 53 percent, and exports by air rose from 10 to 14 percent. Exports with unspecified means of transportation decreased from 27 to 25 percent.





Trade between Lebanon and UAE

- Total trade exchange between Lebanon and United Arab Emirates was equal to 700.8 million USD in 2015. Whereas the Lebanese trade balance with UAE has been negative (deficit) since 2011. The trade deficit reached a record high value of 271.9 million USD in 2011.
- UAE ranked 2nd amongst destinations of Lebanese exports in 2015, and Lebanese exports to U.A.E. formed 11% of total Lebanese exports.
- UAE ranked 16th amongst sources of Lebanese imports in 2015, and imports from U.A.E. accounted for 2% of total Lebanese imports.

Trade Exchange between Lebanon & UAE (million US\$)					
	EXPORTS	%	IMPORTS	%	TRADE BALANCE
1993	40.8	%9	13.5	%0	27.3
1994	102.8	%18	92.4	%2	10.4
1995	236.6	%29	23.9	%0	212.7
1996	238.3	%23	27.6	%0	210.7
1997	57.7	%9	42.0	%1	15.7
1998	71.0	%10	73.7	%1	-2.7
1999	53.9	%8	55.6	%1	-1.7
2000	74.9	%10	47.8	%1	27.1
2001	72.9	%8	59.1	%1	13.8
2002	94.7	%9	57.0	%1	37.7
2003	104.3	%7	96.1	%1	8.2
2004	135.2	%8	151.1	%2	-15.9
2005	155.0	%8	136.8	%1	18.2
2006	176.2	%8	132.1	%1	44.1
2007	243.8	%9	218.3	%2	25.5
2008	346.3	%10	326.4	%2	19.9
2009	332.8	%10	261.2	%2	71.6
2010	418.4	%10	369.6	%2	48.8
2011	322.3	%8	594.2	%3	-271.9
2012	352.0	%8	416.3	%2	-64.3
2013	332.0	%8	380.0	%2	-48.0
2014	320.0	%10	372.6	%2	-52.6
2015	312.8	%11	388.0	%2	-75.2
2016*	40.9	%10	53.4	%2	-12.5

* First 2 Months

- Major exports to UAE in 2015 included jewelry (35%), perfumery and cosmetics (10%), copper and articles thereof (7%), electrical machinery (4%), and edible vegetables and certain roots and tubers (4%).
- Main imports from UAE were jewelry (23%), aluminum and articles thereof (19%), pharmaceutical products (10%), plastics and articles thereof (10%), and fuel derivatives (8%).

Prepared by the Center of Economic Research at CCIA-BML

HS	Main Lebanese Exports to UAE in 2015	Thousand \$	(%)
71	Natural or cultured pearls; precious metals	109,427	35%
33	perfumery, cosmetics	31,902	10%
74	Copper and articles thereof.	21,959	7%
85	Electrical machinery and equipment and parts	11,943	4%
7	Edible vegetables and certain roots and tubers.	11,641	4%
62	Clothing accessories, not knitted or crocheted	10,127	3%
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	9,694	3%
22	Beverages, spirits and vinegar.	6,862	2%
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts	6,591	2%
30	Pharmaceutical products.	6,347	2%
	Other	86,277	28%
	Total	312,770	100%

HS	Main Lebanese Imports from UAE in 2015	Thousand \$	(%)
71	Natural or cultured pearls; precious metals	88,966	23%
76	Aluminum and articles thereof.	74,322	19%
30	Pharmaceutical products.	38,928	10%
39	Plastics and articles thereof.	38,455	10%
27	Mineral fuels and oils and distillation products	32,872	8%
19	Preparations of cereals, flour, starch or milk	21,091	5%
33	perfumery, cosmetics	8,735	2%
38	Miscellaneous chemical products.	8,313	2%
69	Ceramic products.	7,890	2%
18	Cocoa and cocoa preparations.	6,723	2%
	Other	61,710	17%
	Total	388,005	100%

Lebanon in Figures

in billion US\$ (unless otherwise specified)

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015
10	Growth	2.80%	3.00%	2.00%	2.00%
11	GDP (in constant Prices 2010)	39.80	40.80	41.60	42.40
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	47.80	47.10
20	CPI	10.10%	1.10%	-0.71%	-3.40%
21	M1	4.71	5.05	5.50	6.00
22	M2	43.16	45.59	48.67	52.15
23	M3	104.01	111.12	117.64	123.62
24	M4	109.23	117.25	124.55	130.92
26	Banks Assets	151.90	164.77	175.64	186.00
27	Banks Deposits	127.60	139.16	147.63	155.00
28	Banks Loans- Resident Private Sector	37.84	41.50	45.36	48.04
30	Balance of Payment	-1.54	-1.13	-1.41	-3.35
31	Current Account	-10.00	-12.23	-12.95	*4.74
32	Balance of Trade	-16.80	-17.29	-17.18	-15.12
33	Imports	21.28	21.23	20.49	18.07
34	Exports	4.48	3.94	3.31	2.95
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	20.00%	20.00%	20.00%
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	4.13 Mn	4.18 Mn	4.23 Mn	4.28 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.82 Mn	2.85 Mn	2.88 Mn	2.91 Mn
51	State Budget Deficit	-3.92	-4.22	-3.07	-3.95
52	Budget Revenues	9.40	9.42	10.88	9.58
53	Budget Expenditures	13.32	13.64	13.95	13.53
54	Public Debt	57.68	63.47	66.57	70.31
55	Debt Service	3.61	3.79	4.19	4.46
56	Total Primary Deficit / Surplus	-0.10	-0.24	1.31	0.72
56	Total Primary Deficit / Surplus	-0.24	0.58	1.31	0.48

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• Consumer Price Index

Based on the Central Administration of Statistics, CPI dropped 3.40% in 2015 compared to the end of 2014. The CPI had decreased by 0.71% in 2014 compared to the end of 2013.

• Balance of Payments

In 2015, the deficit in balance of payments reached 3.35 billion USD compared to a deficit of only 1.4 billion USD in the end of 2014.

• Trade Balance

The trade deficit reached 15.12 billion USD in 2015, compared to 17.18 billion USD in 2014. Exports decreased by 10.9% in 2015 compared to 2014, while imports decreased by 11.82%. This led to a drop of 12% in the trade balance.

• Public Finance

In 2015, public expenditures decreased by 3.0% compared to 2014, while revenues dropped by 12.0%. Hence, the budget deficit rose by 28.7%.

Primary surplus reached 724 million USD in 2015, a decrease of 44.6% from 1.31 billion USD in 2014. This was caused by the increase of debt service by 6.5% and decrease of public revenues by 12.0 %, in addition to the decrease of public expenditures by 3.0%. Repayments of foreign debt principal increased by 13.9%.

Total Primary Deficit/Surplus = Budget Revenues – (Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

• Public Debt

Public debt increased from 66.6 billion USD to 70.3 billion USD between 2014 and 2015 - an increase of 5.6% over one year.



CONFERENCES

PROFESSIONAL CERTIFICATE IN ECONOMIC DEVELOPMENT

Scope: Economic Development
Location: London
Date: 06 – 10 June 2016
Phone: 0044(0)2031378648
Fax: 0044(0)8456061539
Email: enquiries@parlicentre.org

PROFESSIONAL CERTIFICATE IN STRATEGIC ECONOMIC DIPLOMACY

Scope: Strategic Economy
Location: London
Date: 04 – 08 July 2016
Phone: 0044(0)2031378648
Fax: 0044(0)8456061539
Email: enquiries@parlicentre.org

MEDITERRANEAN LOGISTICS AND TRANSPORT SUMMIT

Scope: Within the framework of the 18th International Logistics & Material Handling, Exhibition-SIL
Location: Barcelona
Date: 07 – 08 June 2016
Phone: 0034934169556

EURO-MEDITERRANEAN COOPERATION SUMMER SCHOOL 'DESIGN YOUR MED INITIATIVE'

Location: Italy
Date: 27 June – 01 July 2016
Website: www.euromedsummerschool.eu

THE 24TH INTERNATIONAL CONGRESS ON SERICULTURE AND SILK INDUSTRY

Scope: Sericulture and Silk
Location: Thailand
Venue: Queen Sirikit National Convention Center
Date: 10 – 14 August 2016
Email: iscregister@qsd.go.th
Website: http://www.qsd.go.th/isconress24th

EXHIBITIONS

EXPO 2016 ANTALYA

Industry: Horticulture
Location: Antalya - Turkey
Date: 23 April – 30 October 2016

THE 49TH INTERNATIONAL FAIR OF ALGERIA

Industry: Global
Location: Algeria
Venue: Palais des Expositions
Date: 28 May – 02 June 2016
Phone: 0021321210123/30
Fax: 0021321210540/
0021321219600
Email: dc@safex.dz /
communication@safex.dz /
contact@safex.dz

CHINA HOMELIFE TURKEY 2016

Industry: Furniture, Lighting and Construction
Location: Istanbul - Turkey
Date: 02 – 04 June 2016
Phone: 0031616304903 /
0096171843027
Email: info@turkfair.org

PROJECT LEBANON

Industry: Construction
Location: Beirut – Lebanon
Venue: BIEL
Date: 31 May – 03 June 2016
Email: projectlebanon@ifexpo.com
Website: www.projectlebanon.com

BUSAN INTERNATIONAL MOTOR SHOW 2016-BIMOS 2016

Industry: Automotive
Location: Korea
Venue: BEXCO
Date: 02 – 12 June 2016
Website: www.bimos.co.kr

POSIDONIA 2016

Industry: International shipping
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "Al Venizelos"
Date: 06 – 10 June 2016
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

MED BUSINESS EXPO 2016

Industry: Global
Location: Nicosia - Cyprus
Venue: Filoxenia Conference Center
Date: 11 – 12 June 2016
Website: www.medbusinessexpo.com

WIND ENERGY ASIA 2016

Industry: Renewable Energy
Location: Korea
Venue: Maison Glad Jeju
Date: 15 – 17 June 2016
Website: www.windasia.org

INTERNATIONAL FESTIVAL FOR BUSINESS- IFB 2016

Industry: Trade & Investment
Location: Great Britain - UK
Date: 13 June - 01 July 2016
Phone: 0044(0)1516002915 /
0044(0)1516002954
Email: imccarthy@ifb2016.com /
mhall@ifb2016.com
Website: www.ifb2016.com

INTERNATIONAL MANUFACTURING TECHNOLOGY FAIR 2016

Industry: Surface treatment and Plastic Working
Location: Korea
Venue: Kimdaejung Convention Center
Date: 15 – 18 June 2016
Website: www.mftshow.kr

INTERNATIONAL LED & OLED EXPO 2016

Industry: Lighting
Location: Korea
Venue: KINTEX
Date: 22 – 25 June 2016
Website: www.ledxpo.com

THE 15TH INTERNATIONAL SHOPPING FESTIVAL IN AMMAN

Industry: Global
Location: Amman – Jordan
Date: 28 July – 06 August 2016
Phone: 0096265824568
Fax: 0096265824569
Email: info@ipco.jo

IRAN HOMETEXPO

Industry: Furniture and Decoration
Location: Tehran - Iran
Date: 17 – 19 August 2016
Phone: 00902122731888 /
00902122731818
Fax: 00902122731819
Website: www.elanexpo.net

CHINA INTERNATIONAL FRUITS & VEGETABLES EXHIBITION 2016

Industry: Fruits & Vegetables
Location: China
Date: 26-28 August 2016
Phone: 008615018717199 /
00862066339113
Email: info@chinafexpo.com
Website: www.bigexpo.cn

BUSINESS OPPORTUNITIES

CENTER FOR RESEARCH AND TECHNOLOGY HELLAS - CERTH

Activity: Research and Technology
Location: Greece
Phone: 0030 2310 498210
Fax: 0030 2310 498110
Email: certh@certh.gr
Website: www.certh.gr

HORIZON HELLENIC PRODUCTS TRADE COMPANY

Activity: Export & Marketing
Location: Greece
Phone: 0030 2109616338
Email: info@horizontrade.eu
Website: www.horizontrade.eu

UNIVERSAL TRADING SERVICES LIMITED

Activity: Supplier of Machinery & Equipment
Location: United Kingdom
Phone: 0044 771 282 2801
Email: trading@uts-limited.co.uk
Website: www.uts-limited.co.uk

SOMA TRADE KFT.

Activity: Dairy industry (cheese)
Location: Hungary
Phone: 003611253 5925 (Mr. Soma Zemplényi)
Email: somasajt@enternet.hu
Website: http://www.somasajt.hu/english.php

SUCCESS CERAMICS

Activity: Manufacturer of Ceramics
Location: India
Phone: 00919825554277
Email: divyang@successceramic.com

REAP CHEMICAL LTD

Activity: specialized in the production & Export of Industrial chemicals, Agrochemicals and Fertilizer, ETC
Location: China
Phone: 0086 536 8728080
Fax: 0086 536 8729090
Email: hardy@reapchem.com
Website: www.reapchem.com

GOODBO MOULD CO. LTD.

Activity: Manufacturer of Mould/provider of industrial & commercial auto parts &b plastic products
Location: China
Phone: 008675528108359
Fax: 008675527042117
Email: bill@goodbomould.com
Website: www.goodbomould.com

CHINA NATIONAL HEAVY DUTY TRUCK GROUP CO. LTD.

Activity: Manufacturer of heavy duty trucks
Location: China
Phone: 0086053185582079
Fax: 0086053185582078
Email: jinwc@cnhtc.cn
Website: www.sinotruk.com

WEICHAI POWER CO. LTD.

Activity: Research and Development
Location: China
Phone: 00865368269988
Fax: 008605368232079
Email: jiawy@weichai.com
Website: www.weichaigroup.com

COCOON ECOCLIMA

Activity: Solar Systems
Location: Greece
Phone: 00302117109382
Email: info@cocoon.gr
Website: www.cocoon.gr

ALFA WOOD GROUP

Activity: Furniture
Location: Greece
Phone: 00302410 561200
2410 561220ece
Email: info@alfawood.gr
Website: www.alfawood.gr

BHARAT HEAVY ELECTRICALS LTD

Activity: Procurement of Welded Titanium Tubes for their Hyderabad Unit in Telangana state in India
Location: India
Phone: 0091 40 2318 4260 /
0091 40 2318 4260
Email: subrata@bhelhyd.co.in
sridharan06@bhelhyd.co.in
malp-r@bhelhyd.co.in
asurender@bhelhyd.co.in
Website: www.bhel.com /
http://eprocure.gov.in

SANAYEH HEADQUARTER

T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH

T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH

T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH

T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyn Jallad, **Coordinateurs:** Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Rita Roukoz Nehmé

ECONOWS est disponible sur: www.ccib.org.lb

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

